

[www.afnor.org](http://www.afnor.org)

Ce document est à usage exclusif et non collectif des clients AFNOR.  
Toute mise en réseau, reproduction et rediffusion, sous quelque forme que ce soit, même partielle, sont strictement interdites.

AFNOR, en tant que titulaire des droits d'auteur ou distributeur autorisé, s'oppose expressément à toute intégration, transmission ou absorption totale ou partielle du présent document par des moteurs ou algorithmes d'Intelligence Artificielle (IA). AFNOR s'oppose également à toute fouille de textes et de données ou création dérivée produite par une IA et basée sur le présent document.

This document is intended for the exclusive and non collective use of AFNOR customers. All network exploitation, reproduction and re-dissemination, even partial, whatever the form (hardcopy or other media), is strictly prohibited.

AFNOR, as copyright holder or authorized distributor, expressly objects to any integration, transmission or absorption, in whole or in part, of the present document by Artificial Intelligence (AI) engines or algorithms. AFNOR is also opposed to any text and data mining or derivative creation produced by an AI and based on the present document.



## DOCUMENT PROTÉGÉ PAR LE DROIT D'AUTEUR

Droits de reproduction réservés. Sauf prescription différente, aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ni utilisée sous quelque forme que ce soit et par aucun procédé, électronique ou mécanique, y compris la photocopie et les microfilms, sans accord formel.

Contacter :  
AFNOR – Norm'Info  
11, rue Francis de Pressensé  
93571 La Plaine Saint-Denis Cedex  
Tél : 01 41 62 76 44  
Fax : 01 49 17 92 02  
E-mail : [norminfo@afnor.org](mailto:norminfo@afnor.org)

**afnor**

AFNOR

Pour : [elodie.raspail@cnc.fr](mailto:elodie.raspail@cnc.fr)

Email: [elodie.raspail@cnc.fr](mailto:elodie.raspail@cnc.fr)

Le : 25/07/2024 à 14:46

Diffusé avec l'autorisation de l'éditeur

Distributed under licence of the publisher





Mai 2024



# Production cinématographique, audiovisuelle et publicitaire responsable

AFNOR SPEC 2308 - *Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable*



## Sommaire

Avant-propos .....	3
Contexte et objectifs .....	5
Liste des participants.....	7
1    Gouvernance RSE .....	11
2    Énergie et mobilité .....	21
3    Achats responsables, alimentation et gestion des déchets .....	27
4    Sobriété numérique.....	35
5    Biodiversité et bien-être animal.....	39
6    Inclusion, parité, et qualité de vie au travail.....	45
7    Formation et sensibilisation.....	51
Annexe A – Gestion des déchets (cf. Chapitre 3) .....	54
Annexe B – Cartographie des données.....	59
Annexe C – Tableau de ratio entre le poids informatique créé et le poids informatique final .....	61
Annexe D – Liste non-exhaustive des offres de formations et de sensibilisation (cf. Chapitre 7)....	62
Annexe E – Synthèse du document par critères et livrables.....	64
Annexe F – Charte éthique du bien-être animal - Flying Secoya.....	65
Lexique .....	68
Corpus normatif, Bibliographie et Ressources.....	75



## Avant-propos

Le présent document a été développé par un groupe de travail ouvert et reflète à ce titre l'accord de personnes et organisations ayant participé à son élaboration. AFNOR a mis à disposition des auteurs son savoir-faire en ingénierie normative afin de coordonner les travaux d'élaboration et éditer le document. En conséquence, le contenu de ce document n'engage que ses auteurs et ne saurait être considéré comme constituant le droit applicable. En effet, AFNOR n'étant ni habilitée à délivrer du conseil juridique ni législateur, AFNOR ne saurait être tenue responsable de l'utilisation qui est faite de ce document, notamment concernant la réglementation éventuellement citée dont la bonne application relève exclusivement de la responsabilité de chacun.

L'AFNOR SPEC :

- est un document technique développé et approuvé dans le cadre d'un processus transparent et ouvert ;
- représente l'approbation de ce seul groupe de travail sur le texte final et ne doit pas être présentée comme une norme française ou comme équivalente à une norme française.

Le présent document vise à fournir des lignes directrices et des recommandations concrètes aux sociétés de production de toute taille pour produire une œuvre de cinéma, audiovisuelle ou publicitaire, en prise de vue réelle, conformément aux Objectifs de Développement Durable. Le présent document s'emploie à utiliser le terme « projet » et non « œuvre ». Il définit ainsi un cadre méthodologique composé de trois niveaux d'engagement pour favoriser l'adoption par les productions de pratiques plus durables, éthiques et responsables en prenant en compte les enjeux environnementaux, sociaux et économiques cruciaux auxquels notre monde est confronté.

Outil pratique et accessible, le présent document s'adresse aux professionnels de la production cinématographique, audiovisuelle et publicitaire. Sa rédaction se veut volontairement simple et accessible pour ne pas limiter sa compréhension aux seuls détenteurs d'un niveau technique avancé. Ce document n'a pas l'ambition de se substituer aux obligations légales ou réglementaires existantes ou à venir. Il intégrera, au fil du temps, de nouvelles informations scientifiques, techniques et réglementaires qui apparaîtront pertinentes à ses utilisateurs, à ses auteurs et à leurs partenaires.

Dans la volonté d'accompagner efficacement les professionnels vers des productions responsables, de la phase de préparation à la phase de post-production, le présent document cible volontairement certaines actions à fort impact. Ces dernières sont retranscrites par les critères à atteindre, et font appel principalement à une obligation de moyens. Le document est constitué de 7 chapitres, 28 critères, répartis en trois niveaux d'engagement dont le niveau 3 est centralisé dans le chapitre 1 – Gouvernance RSE.

### Les chapitres sont les suivants

1. [Gouvernance RSE](#)
2. [Énergie et mobilité](#)
3. [Achats responsables, alimentation et gestion des déchets](#)
4. [Sobriété numérique](#)
5. [Biodiversité et bien-être animal](#)
6. [Inclusion, parité et qualité de vie au travail](#)
7. [Formation et sensibilisation](#)

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Les niveaux d'engagement correspondent au**

- **Niveau 1** : la production engage une démarche de responsabilité sur son projet
- **Niveau 2** : la production renforce sa démarche de responsabilité sur son projet
- **Niveau 3** : la société de production met en place une démarche de responsabilité au niveau de la structure, dans lequel s'intègre le projet, sur les principes de la directive CSRD et du document Triple E

**Chaque critère est structuré comme suit**

- La description, qui permet de détailler le critère à remplir
- Les objectifs et impacts du critère à mettre en place
- Les éléments de contrôle, qui permettent de vérifier l'application du critère
- Les remarques, qui apportent des informations complémentaires sur le critère

Une synthèse des critères du document est annexée à la fin de ce document (cf. Annexe E).

Les auteurs et contributeurs de ce document attirent l'attention des lecteurs sur le fait que cette démarche spécifique est adaptable à la diversité des conditions de production (contexte local, moyens humains, techniques et économiques). La démarche de responsabilité de la production doit être établie en cohérence avec les réalités financières et logistiques du projet.

Le document est d'application volontaire, la production est libre de fixer le niveau d'engagement qu'elle souhaite atteindre. Il est cependant précisé que le niveau d'engagement 1 est atteint lorsque tous les critères qui le composent - sans hiérarchie entre eux - sont atteints. Aussi, il est nécessaire que les niveaux d'engagement 1 de tous les chapitres du document soient atteints, avant de pouvoir prétendre au niveau d'engagement 2. La même logique s'applique afin d'atteindre le niveau 3. À ce dernier niveau, la société de production engage une démarche d'amélioration continue qui consiste à mener des actions permanentes et durables pour améliorer l'ensemble des projets de nature comparable de la société de production.

Afin que le projet soit éligible au niveau 3 :

- la société de production doit remplir les conditions préalables suivantes :
  - un projet de la société de production doit déjà avoir atteint le niveau 2 ;
  - et dès lors qu'un des projets de la société de production a atteint le niveau 2, tous les projets suivants doivent avoir atteint *a minima* le niveau 1 ;
- le projet doit avoir rempli tous les critères des niveaux 1 et 2.



## Contexte et objectifs

Le secteur audiovisuel en France (incluant la distribution de vidéos en streaming, le cinéma, la publicité, la télévision, l'archivage et les projections) émet de l'ordre de 1,7 million de tonnes équivalent carbone chaque année <sup>1)</sup>. Il y a nécessité de le guider pour réduire cet impact mais aussi pour qu'il s'adapte aux effets du changement climatique.

Ce constat s'inscrit dans un contexte mondial. En 2015, les 195 pays signataires de l'Accord de Paris, dont la France, se sont engagés à limiter l'augmentation de la température mondiale à un niveau inférieur à 2 °C par rapport à l'ère préindustrielle (1850-1900). La France a tiré les conséquences de ce traité international à travers sa « Stratégie Nationale Bas Carbone » qui prévoit de réduire de 40 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 1990 et d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Au niveau européen, depuis le lancement du Pacte Vert pour l'Europe en décembre 2019 (le « Green Deal »), l'Union européenne s'est fixée pour objectif de devenir le premier continent à atteindre la neutralité climatique en demandant aux États membres de réduire de 55 % la part de leurs émissions de gaz à effet de serre pour 2030 par rapport à 1990. Enfin, la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets pose en droit interne des leviers d'action concrets afin d'atteindre les objectifs définis aux niveaux européen et international. L'impact dit « carbone » n'est qu'un des aspects environnementaux, à celui-ci s'ajoutent les enjeux de biodiversité, ressources naturelles, énergies, alimentation, etc.

Conformément à l'Agenda 2030 adopté par les États membres de l'ONU en 2015, qui fixe de manière universelle 17 Objectifs de Développement Durable déclinés en 169 cibles, afin de parvenir à une société viable, vivable et équitable pour toutes et tous, la transition vers des pratiques plus durables doit favoriser la transversalité entre les enjeux du développement durable et ainsi prendre en compte les enjeux environnementaux, sociaux et économiques.

C'est dans ce contexte que le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) et la Direction générale des médias et des industries culturelles (DGMIC) du ministère de la Culture ont lancé une démarche collective qui a abouti à la publication d'un document commun de type AFNOR SPEC de la production cinématographique, audiovisuelle et publicitaire responsable auquel tout acteur de l'activité de production de ces secteurs peut se référer de manière volontaire via son téléchargement libre.

Ce document commun s'inscrit dans la continuité de l'ensemble des actions menées par le ministère de la Culture et plus spécifiquement le CNC, dans ses politiques publiques, en tenant compte de tous les aspects de la responsabilité sociétale et environnementale, de la phase de préparation des tournages à la phase de post-production :

- **Enjeux environnementaux** : écologie, carbone, pollution, énergies, ressources naturelles, déchets, biodiversité, etc.
- **Enjeux sociaux** : insertion des personnes handicapées, accessibilité, égalité, parité, formation, etc.
- **Enjeux économiques** : achats responsables, économie circulaire, écoconception, recyclage, etc.

---

<sup>1)</sup> ECOPROD, « Environnement et Climat : De nouveaux enseignements pour les acteurs audiovisuels », novembre 2020.

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



Les parties prenantes de ce projet sont les organisations professionnelles de la production cinématographique, audiovisuelle et publicitaire, représentatives des employeurs et des salariés de ces secteurs, ainsi que la société Flying Secoya et l'association Ecoprod, spécialistes historiques de ces enjeux.

Ce texte de référence nationale et d'application volontaire vise à faciliter l'adaptation des modes de production pour accélérer la transition environnementale et sociale déjà amorcée par les secteurs cinématographique, audiovisuel et publicitaire. Il permet également au secteur d'anticiper la directive CSRD et le référentiel Triple E.

La CSRD est une directive européenne d'application obligatoire. Elle concerne le reporting extra-financier des entreprises, qui existe déjà mais est limité à 11 700 entreprises. À l'avenir, cela va s'étendre à 50 000 entreprises avec des milliers de PME. Son objectif, pour l'ensemble des entreprises (sauf les micro-entreprises), est de donner des indications sur les actions et résultats obtenus en matière de politique environnementale, sociale et de gouvernance (ESG). La pierre angulaire est le principe de la double-matérialité, principe retenu par l'Union Européenne (UE). Cela consiste, pour une entreprise, à rendre compte des impacts de sa production vis-à-vis de son environnement et de la société, et à rendre compte des impacts de l'environnement sur ses activités et ses données financières, de façon formalisée et contrôlée (véracité des données). L'UE a ciblé douze secteurs. La directive est en vigueur depuis janvier 2024 et va s'étendre au fur à mesure des années à l'ensemble des entreprises (dont les sociétés étrangères présentes en France) jusqu'à janvier 2028. Elle va impacter les activités de production comme tout le reste des activités économiques.

De plus, le présent document comporte des concordances avec le document triple E qui listera des critères permettant à un industriel de revendiquer l'excellence environnementale et de demander le signe de reconnaissance associé (label ou certification).

Ce document s'appuie également sur des outils déjà existants, validés par des parties prenantes solides et reconnues en matière de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) ou de calcul des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG).

Nous remercions chaleureusement celles et ceux qui ont contribué à ces travaux structurant pour la transition sociale et environnementale des secteurs du cinéma, de l'audiovisuel et de la publicité.







**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



## Liste des participants

Organisme	Prénom/Nom
A Better Prod	Alison Begon
Association française des directeurs et directrices de la photographie cinématographique (AFC)	Stéphane Cami
Association française des directeurs et directrices de la photographie cinématographique (AFC)	Nathalie Durand
ARP, société civile des auteurs, réalisateurs et producteurs	Joyce Dardanne
ARP, société civile des auteurs, réalisateurs et producteurs	Lucie Giree
Association Bas Carbone	Damien Huet
Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH)	Catherine Larramendy
Association des agences-conseil en communication (AACC)	Carine Cottureau
Association des agences-conseil en communication (AACC)	Marie Gabrié
Association des agences-conseil en communication (AACC)	Romain Troche
Association des agences-conseil en communication (AACC)	Valérie Richard
Association des agences-conseil en communication (AACC), Général Pop/BETC	Isabelle Severi-Journo
Association des agences-conseil en communication (AACC), Publicis Groupe	Matthew Buckley-Rees
Association des décoratrices et décorateurs de cinéma (ADC)	Stéphanie Bertrand Carussi
Association des directeurs de post-production (ADPP)	Barbara Daniel
Association des directeurs et directrices de production (ADP)	Marie Sonne Jensen
Association des directeurs et directrices de production (ADP)	Sébastien Autret
Association des directeurs et directrices de production (ADP)	Philippe Baisadouli
Association des producteurs indépendants (API)	Benjamin Hess
Association des producteurs indépendants (API)	Hortense De Labriffe
Association française des costumiers du cinéma et de l'audiovisuel (AFCCA)	Mahémiti Deregnacourt
Audiens	Carla Ballivian
Audiens	Marina Ezdiari
Autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP)	Émilie Le Gall
Autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP)	Stéphane Martin
BETC	Sandrine Christon-Pain
Canal +	Marine Schenfele

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



Organisme	Prénom/Nom
Carbone 4	Clémence Lacharme
Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC)	Agnès Toullieux
Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC)	Anastasia Bec
Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC)	Anouk Deiller
Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC)	Caroline Julliard-Mourgues
Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC)	Élodie Raspail
Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC)	Hugo Lasry
Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC)	Leslie Thomas
Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC)	Mathilde Olivier
Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC)	Simon Mazurel
CFDT	Christophe Pauly
CFTC	Selim Fares
CGT	Denis Gravouil
Choose Paris Region / Film Paris Region	Joanna Gallardo
Collectif 50-50	Clémentine Charlemaïne
Commission paritaire nationale emploi et formation (CPNEF)	Ségolène Dupont
Commission Supérieure Technique de l'Image et du Son (CST)	Baptiste Heynemann
Conservatoire du Littoral	Anne Konitz
Direction Générale des Entreprises	Arnaud Boyer
Direction Générale des Entreprises	Florence Le Blon
Direction Générale des Entreprises	Florine Haghighat-Lagardere
Ecoprod	Alissa Aubenque
Ecoprod	Lucas Boubel
Ecoprod	Pervenche Beurier
Eliph Productions	Christine Rouxel
Expert indépendant	Xavière Farrer Hutchison
Expert indépendant	Pauline Gil
Expert indépendant	Benoît Ruiz
Expert indépendant	Frédérique Sussfeld
FEDENT	Jaurès Ouonde
FEDENT	Marc Libert
FICAM	Béatrice Bauwens
FICAM	Danys Bruyere
FICAM	Didier Huck
FICAM	Sébastien Rouchon



**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



Organisme	Prénom/Nom
FICAM, Fix Studio VFX, France VFX	Aristote Douroudakis
FICAM, Noir Lumière	Tommaso Vergallo
FICAM, Polyson	Charles Busienne
FICAM, Polyson	Kevin Stragliati
FICAM, TSF	Pascal Buron
Filière Communication	Catherine Emprin
Fin2Dechets	Benoit Magne
Flying Secoya	Mathieu Delahousse
Flying Secoya	Sébastien Branchu
Haut et Court	Barbara Leteillier
Hiventy	Benoit de Malartic
Imagine 2050	Yasmina Auburtin
Ingénieur indépendant	Cédric Lejeune
Institut francophone de formation au cinéma animalier (IFFCAM)	Jérôme Lombard
La Base	Juliette Vigoureux
La ressourceurce du cinéma	Karine d'Orlan de Polignac
LPO	Philippe De Grissac
M6	Isabelle Verecchia
Ministère de la Culture - SNUM	Christine Debray
Ministère de la Culture - MTEDD	Patrick Comoy
Ministère de la Culture - DGMIC	Anouk Rigeade
Ministère de la Culture - DGMIC	Camille Apostle-Reyes
Ministère de la Culture - DGMIC	Laure Leclerc
Ministère de la Culture - DGMIC	Thibault Rossignol
Ministère des Finances	Éric-Marie Petit
Moana Films	Christine de Jekel
MPC VFX	Cyrille Bonjean
Newen	Serge Ladron
Office français de la biodiversité (OFB)	Sonia Saïd
Office national des forêts (ONF)	Albert Maillet
Place des femmes dans les médias (PFDM)	Laëtitia Recayte
Publicis France	Caroline Darmon
Rouchon Paris	Charlotte Rolland
Sparknews	Sandy Azrur
Syndicat des agences de presse audiovisuelles (SATEV)	Florence Braka

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



Organisme	Prénom/Nom
Syndicat des catalogues de films de patrimoine (SCPF)	Sabrina Joutard
Syndicat des catalogues de films de patrimoine (SCPF)	Tristan Frontier
Syndicat des producteurs et créateurs indépendants de programmes audiovisuels (SPECT)	Vincent Gisbert
Syndicat des producteurs indépendants (SPI)	Céline Hautier
Syndicat des producteurs indépendants (SPI)	Delphine Violleau
Syndicat des producteurs indépendants (SPI)	Pascal Guerrin
Syndicat des producteurs indépendants (SPI)	Sébastien Colin
Syndicat des producteurs indépendants (SPI)	Sébastien Meunier
Syndicat des producteurs indépendants (SPI), BACHIBOUZOUK	Anouk Guerrin
Syndicat des producteurs indépendants (SPI), Lucien Prod, médiaClub Green	Julien Tricard
Syndicat des producteurs indépendants (SPI), Upian	Laurence Gillard
Syndicat national de la publicité télévisée (SNPTV)	Antoine Ganne
Syndicat national des techniciens de la production cinématographique et de télévision (SNTPTCT)	Dominique Robert
TF1	Carla Dominique
TF1	Ludivine Svaldi
TF1	Mélissa Saint Fort
TF1	Yves Bouillon
Union des entreprises de conseil et d'achat média (UDECAM)	Damien Defoucault
Union des marques (UDM)	Laura Azoulay
Union des marques (UDM)	Léa Burlaud
Union des producteurs de cinéma (UPC)	Jean-Pierre Giansilj
Union des producteurs de cinéma (UPC)	Nadia Mathern
Union des producteurs de cinéma (UPC)	Valérie Lepine Karnik
Union des producteurs de cinéma (UPC)	Xavier Rigault
Union des producteurs de cinéma (UPC), Dibona Films	Jérémy Zelnik
Union des producteurs de cinéma (UPC), Easy Tiger	Marc-Benoît Créancier
Union syndicale de la production audiovisuelle (USPA)	Anne-Sarah Zaidi
Union syndicale de la production audiovisuelle (USPA)	Stéphane Lebars
Windy Productions	Carole Lambert



# 1 Gouvernance RSE

Ce chapitre *Gouvernance RSE* permet de guider la production pour construire sa démarche responsable. En effet, toute démarche responsable réussie nécessite une organisation bien définie (porteur de la démarche, personne(s) ressource(s)), impérative notamment pour embarquer toutes ses parties prenantes, mais aussi pour définir la stratégie RSE adaptée du projet.

Dans le présent chapitre, il a été décidé d'intégrer à la démarche responsable du projet et de la société, la mesure de l'empreinte carbone. En effet, réaliser cette dernière est indispensable afin de dresser un état des lieux, identifier les postes à impact, mais aussi de fixer les objectifs de réduction les plus adaptés au projet et à la société de production. C'est ainsi un parfait outil de pilotage de la gouvernance RSE.

## SOMMAIRE DES CRITÈRES

### Niveau d'engagement 1

Rédiger une note d'intention RSE de la production et la diffuser

Élaborer la stratégie RSE du projet

Réaliser l'empreinte carbone prévisionnelle et définitive du projet

### Niveau d'engagement 2

Identifier une ou des personne(s) ressource(s)

Évaluer l'empreinte carbone prévisionnelle et définitive du projet axée sur des mesures physiques

### Niveau d'engagement 3

Engager une démarche d'amélioration continue sur l'ensemble des projets de nature comparable de la société de production

Établir la stratégie bas carbone de la société de production en intégrant les empreintes carbone de l'ensemble des projets de nature comparable

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Critère : Rédiger une note d'intention RSE de la production et la diffuser**

<b>DESCRIPTION</b>	<p>Pour s'assurer de l'implication et de l'adhésion à une démarche responsable de toute l'équipe technique et artistique d'un projet, il est essentiel que la production en soit à l'initiative et la garante. Elle doit énoncer clairement dans une note d'intention le niveau d'engagement visé, et y adjoindre l'équipe grâce au concours de la réalisation et de la direction de production. Ce triptyque production - réalisation - direction de production est le catalyseur des démarches responsables réussies par les responsables de postes, leurs équipes et les artistes-interprètes. Cette note d'intention doit être établie le plus tôt possible et transmise à toutes les parties prenantes (<i>a minima</i> toute l'équipe artistique et technique, mais aussi tous les autres partenaires financiers, institutionnels, diffuseurs, prestataires, etc.).</p>
<b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Légitimer la démarche de production responsable en donnant ses éléments de contexte et ses raisons.</li> <li>▪ Embarquer toute l'équipe du projet pour qu'elle intègre cette démarche de production responsable dans le processus intrinsèque de fabrication du projet.</li> <li>▪ Pointer les grands enjeux et, le cas échéant, indiquer les axes et démarches prioritaires en fonction de la nature des projets.</li> </ul>
<b>ÉLÉMENTS DE CONTRÔLE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rédaction d'une note d'intention propre au projet, signée par la production et/ou la réalisation et/ou la direction de production.</li> <li>▪ Preuve de la diffusion : cette note doit être communiquée par écrit à toutes les parties prenantes dès leur implication.</li> <li>▪ Organisation en fin de préparation d'une réunion avec les différents responsables de départements.</li> </ul>
<b>REMARQUE</b>	<p>Ce document a un double rôle : incarner véritablement la démarche de production responsable initiée par la production et servir de référence à laquelle se rattacher à tout moment de la production pour légitimer et nourrir la démarche. Elle est adaptée à la société de production et au projet en question. Elle reste globale et pointe les grands enjeux, pour ensuite laisser les personnes s'en emparer.</p> <p>Cette note d'intention va de pair avec une clause d'engagement pour un tournage responsable contenue dans les contrats de techniciens et d'artistes-interprètes (fortement recommandée).</p> <p>Recommandations sur les modalités de communication : la note doit être envoyée aux équipes en amont du tournage, d'abord en étant incluse à la fin du scénario envoyé aux acteurs et techniciens, puis transmise par mail à toute l'équipe en fin de préparation avec la co-signature de la direction de production.</p> <p>La note d'intention peut recommander la signature des chartes spécifiques aux personnalités de marque, dans un but d'exemplarité.</p>

**Gouvernance RSE - Niveau 1**



**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



### Critère : Élaborer la stratégie RSE du projet

<b>DESCRIPTION</b>	« Tout objectif sans plan n'est qu'un souhait ». La stratégie RSE du projet s'inscrit dans la suite de la note d'intention. Elle est à rédiger par les responsables de postes et/ou le(s) personne(s) ressources RSE. Elle précise pour chaque département, les actions, les objectifs (quantitatifs ou qualitatifs) et les moyens mis en place pour atteindre le niveau visé.
<b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Identifier l'ensemble des enjeux RSE pour une transition environnementale et sociale.</li> <li>▪ Prioriser, par les spécificités du projet, ce qui pourra être mis en place, ce qui pourra être fait, et ce qui pourra être financé.</li> <li>▪ Participer à la montée en compétences des équipes en les amenant à se poser des questions sur ces sujets et à solliciter chaque département pour imaginer/chercher des solutions.</li> <li>▪ Inciter les équipes à faire appel aux formations dédiées pour acquérir et se renforcer avec ces nouvelles aptitudes.</li> </ul>
<b>ÉLÉMENTS DE CONTROLE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La stratégie RSE du projet précisant le niveau visé et composée des pièces justificatives des critères des chapitres de l'AFNOR SPEC.</li> <li>▪ Preuve de la diffusion par tout moyen au triptyque production – réalisation – direction de production ainsi qu'à l'équipe artistique et technique.</li> </ul> <p><b>Exemple :</b> Organisation d'une réunion en fin de préparation avec les différents responsables de départements faisant part de leurs démarches et de ce qu'ils vont déployer pendant le tournage, annexes au contrat, mails, etc.</p>

**Gouvernance RSE - Niveau 1**

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Critère : Réaliser l’empreinte carbone prévisionnelle et définitive du projet**

<b>DESCRIPTION</b>	<p>Les émissions de GES (Gaz à Effet de Serre) sont un facteur important du changement climatique et une priorité de la transition environnementale. L'intérêt de mesurer en amont et en aval de la production est de tenter de réduire l'impact carbone du projet. Cette démarche de pilotage de la stratégie de décarbonation du projet doit être réalisée avec des outils adaptés à la comptabilisation des émissions et à l'identification des leviers d'actions de réduction.</p> <p>Ce critère implique de réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>■ une empreinte carbone prévisionnelle en début de projet ;</li><li>■ une empreinte carbone définitive en fin de projet.</li></ul>
<b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Acculturer les productions et les équipes à la comptabilité carbone.</li><li>■ Comprendre la diversité des impacts carbone générés par un projet.</li><li>■ Comprendre les ordres de grandeur sur le cycle de vie d'un projet.</li><li>■ Maîtriser les leviers d'actions pour engager une stratégie bas carbone adaptée au projet.</li><li>■ Coordonner le pilotage de son budget avec la réduction de son empreinte carbone.</li></ul>
<b>ÉLÉMENTS DE CONTROLE</b>	<p>Joindre à la stratégie RSE du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— l'estimation de l'empreinte carbone prévisionnelle ;</li><li>— l'estimation de l'empreinte carbone définitive.</li></ul>
<b>REMARQUE</b>	<p>Les parties prenantes du projet (responsables de postes, prestataires techniques, sous-traitants, etc.) devront transmettre les informations nécessaires à la production afin qu'elle puisse réaliser le calcul de l'empreinte carbone au plus juste.</p>

**Gouvernance RSE - Niveau 1**





### Critère : Identification d'une ou plusieurs personne(s) ressource(s)

DESCRIPTION	La stratégie RSE du projet ne peut fonctionner que si elle est portée par les personnes détentrices du pouvoir de décision, le triptyque : production – réalisation – direction de production. Pour une mise en place efficace, le triptyque doit identifier une ou plusieurs personne(s) chargée(s) du suivi de la stratégie RSE du projet sur le terrain en cohérence avec les conventions collectives le cas échéant.
OBJECTIFS ET IMPACTS	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Accompagner la mise en place, l'intégration par les équipes et le bon déroulement de la stratégie RSE du projet.</li><li>■ Coordonner les remontées d'informations essentielles qui permettront aux personnes décisionnaires (le triptyque) de prendre les bonnes décisions en connaissance de cause.</li><li>■ Organiser et mettre en œuvre une démarche responsable.</li></ul>
ÉLÉMENTS DE CONTROLE	Joindre à la stratégie RSE du projet : <ul style="list-style-type: none"><li>— Preuve par tout moyen de l'identification de la ou des personne(s) ressource(s) (fiche de poste, contrat de travail, prestation de service, ...).</li></ul>

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Critère : Évaluer l’empreinte carbone prévisionnelle et définitive du projet axée sur des mesures physiques**

<p><b>DESCRIPTION</b></p>	<p>La production réalise l’empreinte carbone prévisionnelle et définitive de son projet et mesure les postes ci-après uniquement à partir de données physiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Énergie (kWh, carburant).</li> <li>▪ Transport des personnes et des biens (distance, type de transport).</li> <li>▪ Alimentation (repas et régimes alimentaires).</li> <li>▪ Moyens techniques (immobilisations matérielles des principaux équipements).</li> <li>▪ Déchets (type et poids).</li> <li>▪ Numérique (volume de données échangées sur Internet) : poste facultatif mais recommandé.</li> </ul> <p>Tous les autres postes peuvent être mesurés à partir de données monétaires.</p>	<p><b>Gouvernance RSE - Niveau 2</b></p>
<p><b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Sensibiliser les parties prenantes aux « ordres de grandeurs » des postes observés.</li> <li>▪ Encourager l’évaluation de l’empreinte carbone avec le maximum de données physiques quantifiables pour être au plus proche de la réalité des impacts de la production du projet.</li> <li>▪ Identifier les postes d’impact clés qui nécessitent un effort de réduction mesurable.</li> <li>▪ Aider les productions et les institutions à obtenir des chiffres tangibles et réalistes pour piloter des stratégies globales de réduction d’impact.</li> </ul>	
<p><b>ÉLÉMENTS DE CONTROLE</b></p>	<p>Joindre à la stratégie RSE du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— l’estimation de l’empreinte carbone prévisionnelle (à partir de données physiques uniquement sur certains postes) ;</li> <li>— l’estimation de l’empreinte carbone définitive (à partir de données physiques uniquement sur certains postes).</li> </ul>	
<p><b>REMARQUE</b></p>	<p>L’intérêt de mesurer en amont et en aval de la production est de tenter de réduire l’impact carbone du projet. Le comparatif de l’empreinte carbone prévisionnelle/définitive en vue de réaliser un objectif de « réduction » ne peut s’appuyer que sur une évaluation dont le périmètre est strictement identique avec les mêmes méthodes de calcul.</p> <p>Par ailleurs, s’il fallait fixer des objectifs de réduction sur des données d’impact calculées à partir de données monétaires uniquement, cela reviendrait nécessairement à « tirer le budget à la baisse » entre le bilan prévisionnel et le bilan définitif comme unique solution de réduction de l’impact carbone.</p> <p>Il est donc indispensable de comparer le maximum de données physiques.</p>	



## Critère : Engager une démarche d'amélioration continue sur l'ensemble des projets de nature comparable de la société de production

DESCRIPTION	<p>À ce dernier niveau, la société de production engage une démarche d'amélioration continue. La démarche d'amélioration continue consiste à mener des actions permanentes et durables pour améliorer l'ensemble des projets de nature comparable de la société de production.</p> <p>Afin que <b>le projet</b> soit éligible au niveau 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la société de production doit remplir les <b>conditions préalables suivantes</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>un projet de la société de production doit déjà avoir atteint le niveau 2 ;</li> <li>et dès lors qu'un des projets de la société de production a atteint le niveau 2, tous les projets suivants doivent avoir atteint <i>a minima</i> le niveau 1.</li> </ul> </li> <li><b>le projet</b> doit avoir rempli tous les critères des niveaux 1 et 2 des sept chapitres du présent document (cf. liste ci-dessous). <ol style="list-style-type: none"> <li><a href="#">Gouvernance RSE</a></li> <li><a href="#">Énergie et mobilité</a></li> <li><a href="#">Achats responsables, alimentation et gestion des déchets</a></li> <li><a href="#">Sobriété numérique</a></li> <li><a href="#">Biodiversité et bien-être animal</a></li> <li><a href="#">Inclusion, parité et qualité de vie au travail</a></li> <li><a href="#">Formation et sensibilisation</a></li> </ol> </li> </ul> <p>Dans une logique de progression, il est donc possible d'obtenir le niveau 3 sur un second projet.</p> <p>De plus, l'appréciation de ce critère doit être réalisée sur des projets de nature comparable.</p>	Gouvernance RSE - Niveau 3
OBJECTIFS ET IMPACTS	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adopter une ligne de conduite cohérente entre les projets de la société de production.</li> <li>Aligner la stratégie RSE de chaque projet sur la stratégie RSE de la société de production.</li> <li>Monter en compétences en traitant les projets dans une dynamique d'amélioration continue.</li> </ul>	
ÉLÉMENTS DE CONTROLE	<ul style="list-style-type: none"> <li>Stratégie RSE du projet (cf. Chapitre 1 Gouvernance RSE – Niveau 1) accompagnée de la liste synthétique des projets de nature comparable engagés dans la démarche du présent document et précision du niveau atteint.</li> </ul>	
REMARQUE	<p>La démarche d'amélioration continue doit permettre à la société de production de faciliter et d'anticiper la mise en œuvre de ses obligations découlant de la directive CSRD (<i>Corporate Sustainability Reporting Directive</i>).</p>	

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



### Exemples méthodologiques pour appliquer le niveau 3

La société de production souhaite tester l'éligibilité de son projet D au niveau 3 du présent document. Pour ce faire, elle doit vérifier qu'elle a bien rempli les 3 conditions suivantes :

- son projet D doit avoir rempli tous les critères des niveaux 1 et 2 ;
- un des projets précédents (par exemple son projet A) doit avoir atteint le niveau 2 ;
- les projets suivant le projet A (projets B et C) doivent avoir atteint *a minima* le niveau 1.

**1/ Dans ce cas, le projet D est éligible au niveau 3 car la société de production a atteint le niveau 2 sur un projet précédent (projet A) et que les projets suivants ont atteint le niveau 1 (projets B et C). La société est donc dans une démarche d'amélioration continue**

Projet A	Niveau 2
Projet B	Niveau 1
Projet C	Niveau 1
<i>Le projet D est éligible au niveau 3 car il remplit les conditions susmentionnées</i>	Niveau atteint par projet : Projet A : Niveau 2 <input checked="" type="checkbox"/> Projet B : Niveau 1 <input checked="" type="checkbox"/> Projet C : Niveau 1 <input checked="" type="checkbox"/> Projet D : Niveau 2 <input checked="" type="checkbox"/>

**2/ Dans ce cas, le projet D n'est pas éligible au niveau 3 car aucun projet précédent n'a atteint le niveau 2. Les conditions préalables ne sont donc pas remplies**

Projet A	Niveau 1
Projet B	Niveau 1
Projet C	Niveau 1
<i>Le projet D n'est pas éligible au niveau 3 car aucun projet précédent n'a atteint le niveau 2</i>	Niveau atteint par projet : Projet A : Niveau 1 <input checked="" type="checkbox"/> Niveau 2 <input checked="" type="checkbox"/> Projet B : Niveau 1 <input checked="" type="checkbox"/> Niveau 2 <input checked="" type="checkbox"/> Projet C : Niveau 1 <input checked="" type="checkbox"/> Niveau 2 <input checked="" type="checkbox"/> Projet D : Niveau 2 <input checked="" type="checkbox"/>



AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable



**3/ Dans ce cas, le projet D n'est pas éligible au niveau 3 car il ne remplit pas tous les critères du niveau 2**

Projet A	Niveau 2
Projet B	Niveau 1
Projet C	Niveau 1
<i>Le projet D n'est pas éligible au niveau 3 car il ne remplit pas tous les critères du niveau 2.</i>	<p>Niveau atteint par projet :</p> <p>Projet A : Niveau 2 <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Projet B : Niveau 1 <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Projet C : Niveau 1 <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Projet D : Niveau 1 <input checked="" type="checkbox"/> Niveau 2 <input checked="" type="checkbox"/></p>

**4/ Dès lors que le projet A est engagé dans le niveau 2, tous les suivants doivent être engagés *a minima* dans le niveau 1. Ce n'est pas le cas du projet C. Donc le projet D n'est pas éligible au niveau 3 car les conditions préalables ne sont pas remplies**

Projet A	Niveau 2
Projet B	Niveau 1
Projet C	Pas engagé dans l'AFNOR SPEC
<i>Le projet D n'est pas éligible au niveau 3 car le projet C n'est pas engagé dans la démarche AFNOR SPEC.</i>	<p>Niveau atteint par projet :</p> <p>Projet A : Niveau 2 <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Projet B : Niveau 1 <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Projet C : Pas engagé dans l'AFNOR SPEC <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Projet D : Niveau 2 <input checked="" type="checkbox"/></p>

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Critère : Établir la stratégie bas carbone de la société de production en intégrant les empreintes carbone de l'ensemble des projets de nature comparable**

<p><b>DESCRIPTION</b></p>	<p>La définition d'objectifs bas carbone permet de donner un cap pour la société de production en intégrant à la fois ses activités et l'ensemble de ses projets.</p> <p>Pour cela, il est attendu que la société de production estime l'empreinte carbone de la structure intégrant tous ses projets conformément à la réglementation CSRD en vigueur à date, à savoir alignée avec la Stratégie Nationale Bas Carbone (atteindre la neutralité carbone en 2050 - cf. Lexique).</p> <p>Cette empreinte carbone doit s'accompagner de la mise en place d'une stratégie bas carbone avec des objectifs chiffrés de réduction des émissions à l'échelle de la structure sur plusieurs années.</p> <p>L'empreinte carbone d'une société de production est fonction de la typologie des projets produits et de leur nombre. Dans une économie de prototype, l'appréciation de tout objectif de réduction doit se faire au regard de cette spécificité et donc sur des projets de nature comparable.</p>	<p><b>Gouvernance RSE - Niveau 3</b></p>
<p><b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Atteindre la mesure de l'empreinte carbone de l'ensemble des activités de la société de production.</li> <li>■ Permettre aux sociétés de production de mettre en place une démarche de réduction d'empreinte carbone sur le temps long au-delà des actions individuelles de chaque projet.</li> <li>■ Utiliser des indicateurs pour suivre la progression de sa stratégie bas carbone de société de production.</li> <li>■ Définir sa stratégie et des orientations pour engager la réduction d'empreinte carbone de la société.</li> <li>■ Répondre aux enjeux de la SNBC (atteindre la neutralité carbone en 2050 - cf. Lexique) et de la directive CSRD.</li> <li>■ Préparer les entreprises du secteur aux réglementations carbone.</li> </ul>	
<p><b>ÉLÉMENTS DE CONTROLE</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Par année de production, part de projets engagés dans le niveau 1 et part de projets engagés dans le niveau 2 du présent document au regard de l'ensemble des projets de nature comparable de l'entreprise.</li> <li>■ Empreinte carbone de la société de production intégrant tous les projets de nature comparable engagés dans la démarche du présent document (cf. liste des projets précisés au critère précédent).</li> <li>■ Stratégie bas carbone de la société de production.</li> </ul>	



## 2 Énergie et mobilité

Les pays signataires de l'Accord de Paris se sont engagés à limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 2 °C. D'après les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), cet objectif impose d'atteindre la neutralité carbone, c'est-à-dire un équilibre entre les émissions de gaz à effet de serre et les absorptions de gaz à effet de serre par les écosystèmes (forêts, sols agricoles) et par les procédés industriels (capture et stockage ou réutilisation du carbone), dans la deuxième moitié du siècle. Dans ce cadre, la France s'est fixée comme objectif d'atteindre la neutralité carbone dès 2050, ce qui implique de diviser par 6 au moins les émissions de gaz à effet de serre sur le territoire par rapport à 1990.

Atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 en France, sans avoir recours à de la compensation carbone à l'étranger, implique notamment de décarboner complètement l'énergie utilisée à l'horizon 2050 et de réduire de moitié les consommations d'énergie dans tous les secteurs d'activité par rapport à 2012.<sup>2)</sup>

### SOMMAIRE DES CRITÈRES

#### Niveau d'engagement 1

**Mobilité** : Établir un plan de mobilité

**Énergie** : Établir un plan énergétique

#### Niveau d'engagement 2

**Mobilité** : Réduire les émissions de gaz à effet de serre de la mobilité

**Énergie** : Utiliser des solutions d'énergie bas carbone plutôt que des énergies fossiles

<sup>2)</sup> Sources : Loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat - Stratégie Nationale Bas Carbone 2015.

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Critère : Établir un plan de mobilité**

<p><b>DESCRIPTION</b></p>	<p>Le transport est l'activité qui contribue le plus aux émissions de gaz à effet de serre (GES) de la France. En effet, en 2019 il représente 31 % des émissions françaises de GES devant l'agriculture, le tertiaire, les industries de manufacture et d'énergie ainsi que les déchets. Depuis 1990, les GES des transports ont augmenté de 9 %.<sup>3)</sup> À ce titre, la mobilité représente aussi une des parts les plus importantes en termes d'émissions de GES d'un projet cinématographique, audiovisuel ou publicitaire.</p> <p>Un plan de mobilité est une démarche d'analyse et d'optimisation des déplacements générés par le projet selon les types d'usagers et selon les motifs de déplacements (casting, équipe, matériel, etc.). Il s'agit d'une démarche inscrite dans un processus de changement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des comportements des équipes techniques et artistiques ;</li> <li>de la production (organisation et horaires de convocation, horaires de tournage) et de la structuration du territoire (décors).</li> </ul> <p><b>La production établit un plan de mobilité qui implique d'avoir <i>a minima</i> les quatre (4) informations suivantes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Référencer les déplacements nécessaires (lieux de tournages, lieux de réunion en préparation, logements individuels, lieux de logement des équipes vis-à-vis des lieux de tournage<sup>4)</sup>, etc.).</li> <li>Préciser les modes de déplacements disponibles (quantité et qualité) pour se rendre sur le site.</li> <li>Faire un état des conditions de déplacements et de stationnement sur le site (piétons, cyclistes, voitures).</li> <li>Réaliser le budget transports du projet.</li> </ul>	<p><b>Mobilité - Niveau 1</b></p>
<p><b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Identifier la diversité des déplacements sur l'ensemble du cycle de vie du projet.</li> <li>Identifier l'impact des divers moyens de déplacements afin de pouvoir prioriser les actions à mener au regard d'un ratio coût/résultats.</li> <li>Identifier les personnes qui seront impliquées directement par le plan de mobilité.</li> </ul>	
<p><b>ÉLÉMENTS DE CONTRÔLE</b></p>	<p>Joindre à la stratégie RSE du projet (cf. Chapitre Gouvernance RSE – niveau 1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le plan de mobilité ;</li> <li>le plan de travail du projet ;</li> <li>la liste des décors.</li> </ul>	
<p><b>REMARQUES</b></p>	<p>La production met en avant dans le plan de mobilité toute autre action permettant de limiter l'impact environnemental du projet.</p>	

<sup>3)</sup> <https://www.notre-environnement.gouv.fr/themes/climat/les-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-et-l-empreinte-carbone-ressources/article/les-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-du-secteur-des-transports>

<sup>4)</sup> Dans le cadre des plans de prévention des VHSS, la production est invitée à ne pas rendre public les adresses personnelles mais à signaler un repère géographique proche (station de métro, ...).





## Critère : Réduire les émissions de gaz à effet de serre de la mobilité

DESCRIPTION	<p>Dans la continuité du plan de mobilité établi en niveau 1, le niveau 2 implique d'engager des actions concrètes pour intégrer des mobilités bas carbone sur le projet. Ces solutions doivent être cohérentes avec le plan de mobilité.</p> <p><b>La production met en place deux (2) actions au choix <i>a minima</i> parmi la liste suivante :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ S'assurer que la majorité des véhicules (hors véhicules utilitaires) loués par la production sont des véhicules électriques, hybrides ou à carburant alternatif si l'offre est existante.</li> <li>▪ Préférer le train à l'avion pour les trajets de moins de 5 h.</li> <li>▪ Encourager l'équipe à utiliser : <ul style="list-style-type: none"> <li>— les mobilités douces ou mobilités actives qui désignent les modes de transport non motorisés et non polluants, faisant appel à la seule énergie humaine : vélo, marche, trottinette, skateboard, roller ;</li> <li>— les mobilités durables qui renvoient aux modes de déplacements motorisés à faible empreinte carbone : les transports collectifs ou individuels alternatifs à la voiture thermique, qu'ils soient électriques ou hybrides, sont concernés. De même, le covoiturage, l'autopartage ou la voiture en libre-service sont autant de possibilités de mobilités durables.</li> </ul> </li> </ul> <p>Pour l'obtention de ce critère, l'utilisation des jets privés et des hélicoptères (hors prise de vue, véhicule de jeu et prise à l'image) est prohibée.</p>	Mobilité - Niveau 2
OBJECTIFS ET IMPACTS	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Engager des changements d'habitudes des équipes pour se rendre sur le plateau.</li> <li>▪ Engager des changements dans la logistique du matériel avec des systèmes de livraison, de mutualisation, etc. (point qui pourra faire écho à la qualité de vie au travail et répondre aux enjeux des zones à faibles émissions - ZFE).</li> <li>▪ Engager des changements d'habitudes des personnalités de marque en termes d'exigences sur les mobilités.</li> <li>▪ Limiter drastiquement les émissions liées aux modes de transport les plus polluants (l'avion et la voiture).</li> <li>▪ Inciter à optimiser les déplacements nécessaires (mutualisation, rationalisation).</li> </ul>	
ÉLÉMENTS DE CONTRÔLE	<p>Joindre à la stratégie RSE du projet (cf. Chapitre Gouvernance RSE – niveau 1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le plan de mobilité complété <i>a minima</i> des deux (2) actions mises en place, choisies dans la liste du présent critère, et d'autres actions mises en place si la production est allée plus loin ;</li> <li>— le plan de travail du projet ;</li> <li>— la liste des décors.</li> </ul>	
REMARQUES	<p>Bien menée, cette démarche se renforcera d'un projet à l'autre et permettra, sur le long terme, de changer des habitudes qui ne sont plus alignées avec les réalités socio-climatiques actuelles.</p> <p>Pour aller plus loin : <a href="#">The Shift Project - Guide pour une mobilité quotidienne bas carbone, 2020</a></p>	

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Critère : Établir un plan énergétique**

<p><b>DESCRIPTION</b></p>	<p>La société de production établit un état des lieux des consommations énergétiques et des usages permettant d'identifier des pistes d'amélioration adaptées au projet. Ce diagnostic permet d'élaborer un plan énergétique et d'initier ainsi une démarche de sobriété énergétique à la hauteur des enjeux.</p> <p><b>La production établit un plan énergétique en concertation avec les équipes, qui implique, <i>a minima</i> de :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Référencer les besoins énergétiques du projet</b> : la quantité d'énergie nécessaire doit permettre de faire un état des lieux des consommations du tournage (plateaux, loges, cantine, bureau, etc.).</li> <li>▪ <b>Référencer les sources d'alimentation énergétique disponibles</b> : le référencement des modes d'alimentation implique de faire un point sur les ressources disponibles et auxquelles le tournage fait appel (groupes thermique, hydrogène, hybride, réseau, batteries solaires, etc.).</li> <li>▪ <b>Réaliser un budget énergétique</b> : il permet d'estimer le coût de l'énergie, en intégrant les coûts directs (consommations électriques par exemple) et indirects (location du coffret forain, coût de l'installation, etc.).</li> </ul>	<p><b>Énergie - Niveau 1</b></p>
<p><b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Identifier l'ensemble des postes de consommation d'énergie du projet.</li> <li>▪ Identifier les leviers existants pour réduire ces consommations et leurs impacts (quantité de matériel, matériel plus performant, etc.).</li> <li>▪ Identifier les coûts inhérents à ces consommations et les économies pouvant être générées par la sobriété.</li> </ul>	
<p><b>ÉLÉMENTS DE CONTROLE</b></p>	<p>Joindre à la stratégie RSE du projet (cf. Chapitre Gouvernance RSE – niveau 1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le plan énergétique ;</li> <li>— le plan de travail du projet ;</li> <li>— la liste des décors.</li> </ul>	



## Critère : Utiliser des solutions d'énergie bas carbone plutôt que des énergies fossiles

<p><b>DESCRIPTION</b></p>	<p>Une énergie bas carbone est une énergie dont la production n'émet pas ou peu de gaz à effet de serre. Ces énergies à faibles émissions de carbone se présentent comme des solutions à privilégier pour favoriser la transition énergétique et répondre aux enjeux environnementaux actuels. En effet, elles s'opposent aux énergies fossiles (à savoir le gaz, le charbon et le pétrole), qui rejettent de grandes quantités de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère lors de leur combustion. Ce dioxyde de carbone, qui représente les ⅔ des émissions de gaz à effet de serre, est l'un des principaux responsables du réchauffement climatique<sup>5)</sup>.</p> <p>La production doit utiliser des solutions d'énergie bas carbone plutôt que des énergies fossiles dans la majorité des jours de tournage. À cette fin, <b>la production met en place une (1) action au choix <i>a minima</i> parmi la liste suivante :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Raccordement au secteur électrique (branchement forain et réseau).</li> <li>▪ Groupe électrogène sur batteries.</li> <li>▪ Groupe électrogène hydrogène ou hybride.</li> <li>▪ Groupe aux bio-carburants.</li> <li>▪ Tournage sur batteries simples.</li> <li>▪ Pas d'énergie du tout : par exemple, lumière naturelle plutôt que lumière artificielle.</li> <li>▪ Tournage en studio.</li> </ul>	<p><b>Énergie - Niveau 2</b></p>
<p><b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b></p>	<p>Amener les productions à identifier les postes et besoins énergétiques du projet et faire appel à des solutions alternatives aux énergies fossiles pour l'alimentation électrique du tournage, comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ pousser la production à mieux estimer ses besoins ;</li> <li>▪ encourager la sobriété électrique ;</li> <li>▪ amener les productions à chercher des alternatives aux énergies fossiles ;</li> <li>▪ promouvoir les énergies bas carbone ;</li> <li>▪ chercher de nouvelles solutions technologiques (batteries, photovoltaïque, ...).</li> </ul>	
<p><b>ÉLÉMENTS DE CONTRÔLE</b></p>	<p>Préciser au plan énergétique élaboré au niveau 1 la ou les actions mises en place en joignant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les justificatifs : factures, photos, liste du matériel ;</li> <li>▪ le calcul du pourcentage d'énergie bas carbone par rapport à l'énergie totale du projet, en kWh : <ul style="list-style-type: none"> <li>— relevés/estimation de consommations électriques totales ;</li> <li>— relevé/estimation des consommations des solutions bas carbone.</li> </ul> </li> </ul> <p>Si le projet est réalisé en studio, la production doit fournir une estimation réelle de la consommation énergétique du projet basée sur la consommation globale du studio (un prorata). Cette estimation doit être délivrée par le prestataire.</p>	

<sup>5)</sup> [Ministère de la Transition Écologique – la Stratégie Nationale Bas Carbone](#)

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



### Critère : Utiliser des solutions d'énergie bas carbone plutôt que des énergies fossiles

<b>REMARQUES</b>	<p>Il est recommandé à la production de prendre attache avec les prestataires techniques afin de connaître les alternatives technologiques dont ils disposent.</p> <p>La notion d'énergie bas carbone englobe toutes les ressources qui ne produisent que très peu de CO<sub>2</sub> lors de la production d'énergie. Elle intègre l'énergie nucléaire ainsi que les 5 types d'énergies renouvelables :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>■ l'énergie hydraulique ;</li><li>■ l'énergie éolienne ;</li><li>■ l'énergie solaire ;</li><li>■ la biomasse ;</li><li>■ la géothermie.</li></ul>	<b>Énergie - Niveau 2</b>
------------------	---	---------------------------



### 3 Achats responsables, alimentation et gestion des déchets

Les rédacteurs du présent chapitre ont souhaité traiter trois thématiques qui convergent ensemble : les achats responsables, l'alimentation et la gestion des déchets. En effet, ces dernières se répondent toutes car elles ont la particularité d'avoir un impact sur l'environnement, en puisant des ressources naturelles notamment, mais surtout ont un rôle sur la santé humaine et sont facteurs de progrès social.

#### SOMMAIRE DES CRITÈRES

##### Niveau d'engagement 1

**Alimentation** : Réduire la part de « repas carnés » dans l'alimentation

**Déchets** : Identifier, réduire et recycler les déchets produits

##### Niveau d'engagement 2

##### Achats :

- Choisir des prestataires et fournisseurs dits responsables
- Privilégier l'achat de consommables et de ressources à moindre impact environnemental

**Déchets** : Réemployer les éléments ayant servi au projet

## Critère : Réduire la part des « repas carnés » dans l'alimentation

DESCRIPTION	<p>Les experts du GIEC <sup>6)</sup> s'accordent à dire que les produits d'origine animale sont responsables de plus d'émissions de gaz à effet de serre que n'importe quelle autre source de nourriture (14,5 % des émissions de GES d'origine anthropique, c'est-à-dire liées aux activités humaines). Les bovins (viande, lait) émettent à eux seuls <math>\frac{2}{3}</math> des GES produits par l'élevage, du fait du méthane généré lors de leur digestion. Limiter la consommation moyenne de viande de ruminants (bovins, ovins, caprins) à 10 g par jour et la consommation des autres viandes, du poisson et des œufs à 80 g par jour permettrait de réduire de 36 % les émissions de GES d'origine agricole, et de plus de 8,5 % les émissions totales de GES.</p> <p>Afin de réduire la consommation de viande (en particulier la viande rouge) sur les tournages <sup>7)</sup> :</p> <p><b>La production met en place une (1) action au choix <i>a minima</i> parmi la liste ci-après :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer une offre de repas et de collation végétarienne avec une option de protéine animale (viande ou poisson) à la demande.</li> <li>Proposer un repas exclusivement végétarien une fois par semaine.</li> <li>Proposer un repas avec de la viande rouge au maximum une fois par semaine.</li> </ul>
OBJECTIFS ET IMPACTS	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réduire l'impact carbone de l'alimentation sur un tournage.</li> </ul>
ÉLÉMENTS DE CONTRÔLE	<ul style="list-style-type: none"> <li>Menus de la cantine.</li> <li>Nombre de repas végétariens achetés/nombre de repas totaux achetés.</li> <li>Factures.</li> </ul>
REMARQUE	<p>Ce document fait le choix de concentrer ses meilleurs efforts sur une action à fort impact avec la réduction de la viande, en particulier la viande rouge (bœuf, agneau, veau, porc, mouton, cheval), dont l'impact environnemental est conséquent et les moyens d'actions simples et à portée immédiate de la production.</p> <p>Cependant, consommer responsable passe aussi par d'autres actions complémentaires qui pourront être mises en place par la production en privilégiant les circuits courts, les produits de saison, les produits labellisés, la consommation en vrac, pour éviter les déchets (cf. Achats responsables – niveau 2 du présent chapitre).</p>

<sup>6)</sup> [1] Source : Le GIEC, [rapport intitulé « Changement climatique et terres émergées »](#) dans le cadre de son sixième cycle d'évaluation – 2019.

<sup>7)</sup> Pour produire par exemple 1 kg de bœuf, il aura fallu (source INRAE) :

- plus de 13 500 litres d'eau (contre 4 100 litres pour le poulet ou 1 200 litres pour le blé) ;
- une émission de 27 kg de gaz à effet de serre (GES, en équivalent CO<sub>2</sub>), tandis que produire la même quantité de viande d'agneau émet 39 kg de GES, contrairement au porc (12,1 kg), à la dinde (10,9 kg) ou au poulet (6,9 kg) ;
- une consommation entre 10 kg et 25 kg de céréales. À noter que près de 40 % des céréales produites et récoltées dans le monde servent directement à nourrir le bétail (bovins, ovins, caprins ...). Cela représente au niveau mondial 800 millions de tonnes, soit assez pour nourrir trois milliards et demi d'êtres humains.



## DÉCHETS

La production est responsable des déchets qu'elle produit ([art. L514-2 du code de l'environnement](#)).

Pour rappel, le code de l'environnement dispose dans ce même article que : « *Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.* »

De plus, au sens du chapitre 1er « *Prévention et gestion des déchets* » de [l'article L541-1](#), le code de l'environnement définit le « Producteur de déchets » ainsi que le « déchet » :

- « *Le producteur de déchets est toute personne dont l'activité produit des déchets (producteur initial de déchets) ou toute personne qui effectue des opérations de traitement des déchets conduisant à un changement de la nature ou de la composition de ces déchets (producteur subséquent de déchets) ;* »
- « *Le Déchet : toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire.* »

Cet article définit toutes les autres terminologies nécessaires à la bonne compréhension des obligations qui doivent être remplies.

À ce titre, la production a mis en place des actions de gestion de ses déchets conformément à la réglementation en vigueur. Au présent document est joint un état des textes en vigueur (liste non exhaustive susceptible d'évoluer – cf. Annexe A). La production peut les communiquer à ses équipes.

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Critère : Identifier, réduire et recycler les déchets produits**

<b>DESCRIPTION</b>	<p>La production doit intégrer la réduction des déchets à la source, qui rejoint des enjeux économiques et l'intégration de l'économie circulaire.</p> <p>La production doit mettre en place un plan de réduction et de recyclage des déchets. Cela implique, dès les prémices de la préparation du projet, de prendre en compte les principaux postes d'achats de consommables afin de trouver des alternatives. Ce plan doit mettre en avant les principales sources de déchets du projet et les solutions envisagées pour les réduire sur tous les départements, et recycler ceux qui peuvent l'être : décors / costumes / alimentation / bureautique / cosmétiques, etc.</p> <p>Par ce plan, la production justifie d'une démarche de réduction et de recyclage des déchets pour chacun de ces départements.</p>
<b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Permettre aux départements concernés de mieux comprendre les leviers de réduction des déchets à leur disposition.</li> <li>■ Prioriser les actions de réduction des déchets.</li> </ul>
<b>ÉLÉMENTS DE CONTRÔLE</b>	<p>Joindre à la stratégie RSE du projet (cf. Chapitre Gouvernance RSE- niveau 1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le plan de réduction et de recyclage des déchets précisant la liste des principales sources de déchets communiquée par les départements ;</li> <li>— la preuve par tout moyen de la mise en place d'actions de réduction et de recyclage des déchets (ex : factures de prise en charge des déchets recyclés, dons aux écoles, ...).</li> </ul>
<b>REMARQUE</b>	<p>Il est recommandé à la production :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— d'anticiper les fins de décors afin de développer le tri et le recyclage des éléments de décor (bois, textile, carton, plastique, gravats) ;</li> <li>— d'anticiper la fin de tournage avec un plan d'actions de valorisation des déchets (lutte contre le gaspillage alimentaire, développer le recyclage des matières et le réemploi des décors, des costumes, etc.).</li> </ul>

**Déchets - Niveau 1**





## Critère : Réemployer les éléments ayant servi au projet

DESCRIPTION	<p>La production doit s'engager dans la mesure du possible à faire réemployer les biens, matières, substances et produits qui peuvent avoir un nouvel usage.</p> <p>Le réemploi est l'opération par laquelle un produit est donné ou vendu par son propriétaire initial à un tiers qui, <i>a priori</i>, lui donnera une seconde vie. Ainsi, le produit garde son statut de produit et ne devient à aucun moment un déchet. Ce n'est donc pas un mode de traitement mais une composante de la prévention des déchets.</p> <p>À cet effet, la production doit s'engager à faire réemployer les éléments pouvant avoir une seconde vie comme les éléments de décors ayant servi au projet, le mobilier, les moquettes, ou encore les costumes auprès d'organismes compétents.</p>
OBJECTIFS ET IMPACTS	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Économiser les ressources épuisables et améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources ;</li> <li>▪ Prolonger la durée de vie des biens.</li> </ul>
ÉLÉMENTS DE CONTRÔLE	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Preuve de la mise en place d'actions de réemploi (par exemple, factures de prise en charge auprès des organismes de réemploi (type recyclerie) et listing de ventes, dons et stockage des éléments conservés).</li> </ul>
REMARQUE	<p>Les commissions du film, bureaux d'accueil des tournages membres du réseau Film France – CNC, peuvent renseigner les productions sur les prestataires locaux, les sites de ressourceries, recycleries ou encore associations et établissements publics ou privés susceptibles d'être intéressés par le réemploi d'éléments de tournage. <sup>8)</sup></p>

Déchets - Niveau 2

<sup>8)</sup> <https://www.filmfrance.net/preparer-votre-production/commissions-du-film/>

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



## **ACHATS RESPONSABLES**

### **INTRODUCTION**

#### **Niveau 2**

Un achat responsable se dit d'un achat de biens ou de services auprès d'un fournisseur ou d'un prestataire sélectionné pour minimiser les impacts environnementaux et sociétaux, et favoriser les bonnes pratiques en termes d'éthique et de droits humains. ([ISO 20400](#)).

Les achats responsables ont une dimension éthique. Une politique d'achats responsables peut conduire à privilégier des fournisseurs et prestataires de l'économie sociale et solidaire (ESS).



**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Critère : Choisir des prestataires et fournisseurs dits responsables**

<b>DESCRIPTION</b>	<p>Afin d’engager la démarche d’achats responsables, la production doit pouvoir justifier des engagements RSE concrets d’au moins un prestataire technique et d’un fournisseur de consommables à sélectionner parmi les 5 principaux postes significatifs dans le budget de la production (produits, services, achats et location – hors postes artistiques).</p> <p>Cette action est à réaliser au début de la préparation du projet, en s’appuyant sur les responsables des différents départements.</p>	<b>Achats responsables - Niveau 2</b>
<b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Prendre réellement en compte les engagements des prestataires dans la considération de leurs services.</li> <li>■ Permettre aux prestataires engagés de bénéficier d’un retour sur investissement de leurs engagements.</li> <li>■ Engager, par effet d’entraînement, les prestataires qui ne se sont pas encore penchés sur le sujet.</li> <li>■ Prendre conscience de son écosystème de partenaires/prestataires récurrents ou ponctuels.</li> </ul>	
<b>ÉLÉMENTS DE CONTROLE</b>	<p>Joindre à la stratégie RSE du projet (cf. Chapitre Gouvernance RSE - niveau 1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la facture du/des prestataires et du/des fournisseurs choisis ;</li> <li>— la preuve par tout moyen de la diffusion de la Note d’intention de la production aux prestataires et aux fournisseurs choisis (cf. Chapitre Gouvernance RSE – niveau 1) ;</li> <li>— les éléments justificatifs fournis par le prestataire et le fournisseur (label BCorp, Ecovadis, Lucie, etc.) ou la politique RSE du prestataire/fournisseur, si pas encore de label, librement accessible depuis son site internet ;</li> <li>— les documents reçus en retour des prestataires et des fournisseurs (minimum déclaration situation URSSAF à jour et certification sociale si l’entreprise y est soumise pour les entreprises du spectacle et des industries techniques (convention collective)).</li> </ul>	
<b>REMARQUE</b>	<p>Les commissions du film, bureaux d’accueil des tournages membres du réseau Film France – CNC, peuvent renseigner les productions sur les prestataires et fournisseurs locaux.</p>	

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Critère : Privilégier l'achat de consommables et de ressources à moindre impact  
environnemental**

<p><b>DESCRIPTION</b></p>	<p>En complément du critère « Choisir des prestataires et des fournisseurs dits responsables » du niveau 2, la production doit dans ce même niveau d'engagement privilégier l'achat de consommables et de ressources à moindre impact environnemental.</p> <p><b>La production met en place <i>a minima</i> deux (2) actions parmi la liste ci-après :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Privilégier des décors d'occasion, des objets décoratifs et autres accessoires, ou choisir des marques ou des produits respectueux de l'environnement.</li> <li>■ Privilégier pour la construction des matériaux réutilisés, réutilisables et/ou des blocs modulaires (assemblage/désassemblage).</li> <li>■ Privilégier la location ou l'utilisation de costumes déjà existants.</li> <li>■ Privilégier l'achat des costumes et accessoires d'occasion, ou choisir des marques ou des produits respectueux de l'environnement.</li> <li>■ Privilégier la confection des costumes et accessoires avec des matières réutilisées et/ou réutilisables, labellisées ou d'origine locale.</li> </ul>	<p><b>Achats responsables - Niveau 2</b></p>
<p><b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Réduire l'impact environnemental des achats.</li> <li>■ Améliorer le recours à l'économie circulaire.</li> </ul>	
<p><b>ÉLÉMENTS DE CONTROLE</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Factures des biens et services achetés.</li> </ul>	
<p><b>REMARQUE</b></p>	<p>Les achats responsables dédiés au numérique, à la mobilité et à l'énergie sont traités dans les chapitres afférents.</p> <p>Si la production souhaite engager une démarche d'achats responsables sur des sujets non traités par le présent document, cette dernière peut prendre différentes formes, comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ la réduction des prélèvements de ressources ;</li> <li>■ la préférence aux ressources renouvelables ;</li> <li>■ l'augmentation de la part des achats intégrant les enjeux d'économie circulaire ;</li> <li>■ le recours aux écolabels ;</li> <li>■ la sobriété énergétique ;</li> <li>■ la maîtrise des impacts des émissions de gaz à effet de serre ;</li> <li>■ la réduction de la production de déchets ;</li> <li>■ la gestion responsable des déchets ;</li> <li>■ l'alimentation durable ;</li> <li>■ les circuits courts.</li> </ul>	



## 4 Sobriété numérique

2,5 % de l'empreinte carbone de la France en 2020 (soit 17,2 Mt CO<sub>2</sub>eq) est liée au numérique. C'est un peu plus que le secteur des déchets (2 %). 62,5 Mt de ressources sont utilisées par an pour produire et utiliser des équipements numériques. Si la tendance reste la même, l'empreinte carbone du numérique sera multipliée par 3 en 2050. Les terminaux représentent 79 % de l'empreinte carbone du numérique, les centres de données 16 % et les réseaux 5 %. Outre l'empreinte carbone, l'épuisement des ressources abiotiques (minéraux et métaux) ressort comme un critère pertinent pour décrire l'impact environnemental du numérique. En 2020, 10 % de la consommation électrique française était liée aux services numériques. Si la tendance reste la même, la consommation électrique du numérique augmentera de 80 % en 2050. Enfin, c'est la phase de fabrication qui concentre l'essentiel des impacts environnementaux : elle représente 78 % de l'empreinte carbone et la phase d'utilisation 21 %. <sup>9)</sup>

### SOMMAIRE DES CRITÈRES

#### Niveau d'engagement 1

Identifier les impacts numériques du projet

#### Niveau d'engagement 2

Adopter une gestion raisonnée des équipements techniques afin d'en réduire l'impact

Limiter la production de données numériques

---

<sup>9)</sup> Source : Ademe.

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Critère : Identifier les impacts numériques du projet**

<b>DESCRIPTION</b>	<p>Pour mener à bien une démarche de sobriété numérique, il est important de commencer par identifier les différents impacts numériques du projet, les leviers d'actions possibles pour les réduire et leur rapport difficulté/impact.</p> <p>Cela passe ici par une cartographie des données. Un modèle se trouve en Annexe B (accompagné d'un outil supplémentaire <sup>10)</sup> pour les productions qui souhaitent aller plus loin).</p>
<b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Identifier les impacts numériques du projet et amener toutes les parties prenantes (donneurs d'ordres, post-production, VFX, matériel numérique de tournage, etc.) à en prendre conscience.</li><li>▪ Identifier les leviers d'actions pour réduire ces impacts et amener toutes les parties prenantes à en prendre conscience (tout en veillant à ne pas empêcher ou limiter l'emploi du numérique lorsqu'il s'agit de la solution la moins impactante pour l'environnement sur la production).</li><li>▪ Amener l'ensemble de l'écosystème à comprendre les effets d'échelle et les ordres de grandeur pour se concentrer sur les actions à fort impact.</li></ul>
<b>ÉLÉMENTS DE CONTROLE</b>	<p>Joindre à la stratégie RSE du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ la cartographie des données (cf. modèle en Annexe B) comprenant notamment :<ul style="list-style-type: none"><li>— l'estimation du poids des rushes sous réserve de disponibilité (cf. devis des prestataires) ;</li><li>— l'identification des dimensions finales de diffusion (tournage, trucage et export final) ;</li><li>— la prévision des durées de stockage.</li></ul></li></ul>

**Sobriété numérique - Niveau 1**

<sup>10)</sup> Voir Annexe C.



## Critère : Adopter une gestion raisonnée des équipements techniques afin d'en réduire l'impact

<p><b>DESCRIPTION</b></p>	<p>Les équipements techniques représentent la majeure partie de l'empreinte carbone du numérique. La course à la performance technique et au renouvellement a donc un impact direct majeur en matière de sobriété numérique sur les tournages.</p> <p>Dans le cadre d'une prestation de location de matériel ou d'une prestation de services, à performance et/ou niveau de service équivalent, il convient d'arbitrer en faveur d'un matériel plus sobre (caméras, matériel de stockage, de tournage).</p> <p><b>La réduction de l'impact des équipements techniques passe ici par la mise en place de deux (2) actions concrètes <i>a minima</i> parmi celles listées ci-dessous :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Choisir, sur la base de la liste du matériel, en concertation avec les prestataires, des solutions de matériel au faible bilan numérique et adaptées artistiquement au film.</li> <li>▪ Privilégier l'utilisation d'équipements numériques déjà en service, afin d'en prolonger le cycle de vie (caméras, système Wifi, leds, tablettes numériques, écrans, système commande point HF, etc.).</li> <li>▪ Limiter le suréquipement.</li> <li>▪ Privilégier la réutilisation des unités de stockage des données.</li> <li>▪ Privilégier, en concertation avec les loueurs et les fabricants, du matériel dont l'indice de réparabilité est élevé ou dont l'évolution par modification technologique est possible.</li> <li>▪ Privilégier des appareils certifiés par un label (par exemple, l'étiquette énergie, le label Energy Star, le label TCO'03, l'écolabel, EPEAT, etc.).</li> </ul>	<p><b>Sobriété numérique - Niveau 2</b></p>
<p><b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réduire les impacts des équipements techniques à l'endroit où cela est le moins préjudiciable au projet et aux parties prenantes.</li> <li>▪ Éviter une course au renouvellement des équipements techniques, impactante sur l'environnement.</li> </ul>	
<p><b>ÉLÉMENTS DE CONTRÔLE</b></p>	<p>Joindre à la stratégie RSE du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la présentation écrite des arbitrages qui ont été faits en ce sens (à partir des deux actions choisies dans la liste ci-dessus) ;</li> <li>— les factures des matériels loués/achetés ;</li> <li>— les factures des prestations.</li> </ul>	

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Critère : Limiter la production de données numériques**

<p><b>DESCRIPTION</b></p>	<p>Le stockage des rushes, et dans une moindre mesure, le stockage des livrables sont des postes particulièrement énergivores.</p> <p>La phase de gestion des données court du début de la préparation jusqu'au premier master d'exploitation. La phase de conservation couvre le premier cycle d'exploitation du projet, d'une part, et la phase de conservation pérenne soumise à l'obligation d'exploitation suivie, d'autre part.</p> <p>La limitation de l'impact des données numériques passe ici par la <b>mise en place de deux (2) actions concrètes a minima parmi les cinq (5) actions ci-dessous.</b></p> <p><b>Gestion des données</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Adapter les caractéristiques de fichiers de production du projet (résolution, compression, encodage) aux contraintes d'usage (diffusion, livraison, utilisation) afin de baisser leur poids (par exemple, privilégier la génération de proxies, privilégier des solutions partagées plutôt que dédiées, baisser la résolution pour une diffusion web uniquement).</li> <li>▪ Choisir des techniques de stockage et d'archivage numérique qui limitent les impacts énergétiques (par exemple, stockage froid).</li> <li>▪ Supprimer les versions de fabrication intermédiaires durant ou à la fin de la production pour éviter les stockages et archivages inutiles.</li> </ul> <p><b>Conservation des données</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mise en place d'une revue de fin de projet permettant la définition d'une politique de conservation adaptée au projet (suppression de chutes et doubles numériques, etc.).</li> <li>▪ Privilégier les formats de conservation ouverts, normalisés et documentés qui permettront une réexploitation future du projet en en diminuant les tâches de restauration.</li> </ul>	<p><b>Sobriété numérique - Niveau 2</b></p>
<p><b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Limiter l'impact des données numériques.</li> </ul>	
<p><b>ÉLÉMENTS DE CONTROLE</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Présentation écrite des deux actions choisies dans la liste ci-dessus et preuves par tout moyen de leur mise en place.</li> </ul>	





## 5 Biodiversité et bien-être animal

Ce chapitre concerne l'ensemble des tournages quel que soit leur lieu et inclut les animaux sauvages, mais aussi les animaux dressés, imprégnés, ou élevés spécifiquement pour les tournages. <sup>11)</sup>

### SOMMAIRE DES CRITÈRES

#### Niveau d'engagement 1

Mettre en place une démarche de sensibilisation et identifier les points de vigilance en matière de biodiversité, et de bien-être animal si applicable, issus du dépouillement du scénario

#### Niveau d'engagement 2

Mettre en place un plan d'actions visant à limiter les impacts négatifs de la production sur la biodiversité, et le bien-être animal si applicable

---

<sup>11)</sup> Sont à distinguer les animaux sauvages hébergés et non hébergés (dans des parcs), des animaux sauvages élevés pour des tournages, afin d'appliquer des considérations propres à leur bien-être qui doivent être différentes. Les associations, mais aussi les différents services administratifs et de recherche ne sont pas tous compétents pour ces différentes catégories, et les autorisations ne sont pas toutes les mêmes.

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Critère : Mettre en place une démarche de sensibilisation et identifier les points de vigilance en matière de biodiversité, et de bien-être animal si applicable, issus du dépouillement du scénario**

<b>DESCRIPTION</b>	<p>Afin de réduire les impacts d’une production sur la <u>biodiversité</u> et d’améliorer le <u>bien-être animal</u> sur les tournages, il convient d’une part, de mettre en place une démarche de sensibilisation sur ces sujets, et d’autre part, d’anticiper et de prendre en compte les impacts du scénario sur la phase de production (des autorisations de tournages en milieux naturels pouvant être refusées en cas d’écriture de scènes contraires aux enjeux de préservation locaux).</p> <p>Ce critère implique :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>■ De diffuser le guide pratique Ecoprod « Tournages en milieux naturels » aux équipes et toutes autres ressources pertinentes (par exemple : ressources de l’OFB, etc.).</li><li>■ Identifier les scènes comportant des impacts pour la biodiversité et/ou le bien-être animal puis de mettre en place une communication des points de vigilance aux départements concernés, ou à toute l’équipe artistique et de production le cas échéant.</li></ul> <p>Une collaboration avec des experts locaux <sup>12)</sup> dès le scénario terminé peut être nécessaire, afin de préparer correctement les séquences concernées.</p>	<b>Biodiversité et bien-être animal - Niveau 1</b>
<b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Sensibiliser et guider les équipes artistiques, techniques et de production aux enjeux de biodiversité et/ou de respect du bien-être animal, en vue de réduire l’impact de leurs processus de travail.</li><li>■ Anticiper les impacts du projet sur le vivant dès le dépouillement du scénario pour préparer au mieux le tournage, notamment avec les gestionnaires de lieux concernés lorsque les lieux sont soumis à gestion (par exemple, faire une demande d’autorisation de tournage le plus en amont possible, car cela peut avoir un impact potentiel sur le script/scénario et son dépouillement).</li><li>■ Inciter les départements concernés à intégrer une logique de préservation de la biodiversité et de respect du bien-être animal.</li></ul>	

<sup>12)</sup> Les commissions du film et les bureaux d’accueil des tournages membres du réseau Film France CNC, qui ont la capacité d’identifier des experts locaux ; les gestionnaires de sites concernés ; les interlocuteurs publics ou privés locaux en leur absence, tels que les mairies, les propriétaires associatifs ou privés ; les parties prenantes locales ; les associations locales de protection de la nature et/ou des animaux, etc.).



**Critère : Mettre en place une démarche de sensibilisation et identifier les points de vigilance en matière de biodiversité, et de bien-être animal si applicable, issus du dépouillement du scénario**

<b>ÉLÉMENTS DE CONTROLE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Preuve de la diffusion par tout moyen aux équipes du guide pratique Ecoprod « Tournages en milieux naturels », et de toutes autres ressources pertinentes.</li><li>■ Compte-rendu de la phase de dépouillement du script/scénario. <sup>13)</sup></li><li>■ Le cas échéant, preuve des échanges entre la production et les organismes ou structures compétents, qui correspondent aux besoins du projet (par exemple, échanges mails avec la SPA, la LPO, l'OFB, le MNHN, l'ONF, etc.).</li><li>■ Dans le cas d'une demande d'acceptation préalable au tournage : remise de l'autorisation de tournage validée du site occupé par l'équipe de tournage.</li><li>■ Dans le cas d'une demande d'avis à un comité d'éthique : remise de l'avis (par exemple, comité d'éthique Cuvier).</li></ul>	<b>Biodiversité et bien-être animal - Niveau 1</b>
<b>REMARQUES</b>	<p>En publicité, en plus de diffuser le guide pratique Ecoprod « Tournages en milieux naturels » et toutes autres ressources pertinentes aux équipes de création, il est préconisé de diffuser les recommandations de l'ADEME sur la communication responsable (cf. Corpus normatif).</p>	

<sup>13)</sup> Exemple de compte rendu de dépouillement « bien-être animal » : liste des animaux présents, numéros des séquences concernées avec résumé de l'action, raisons de la présence d'animaux sur le tournage pour ces séquences, rôle attribué aux animaux (jeu d'acteur ou figuration) et indication le cas échéant, si une autre solution est éventuellement envisageable, temps de répétitions et de tournage envisagés pour les animaux, récapitulatif des arbitrages choisis entre achat d'images existantes et/ou tournage avec des animaux en prise de vue réelle.

**Critère : Mettre en place un plan d'actions visant à limiter les impacts négatifs de la production sur la biodiversité, et le bien-être animal, si applicable**

DESCRIPTION	<p>Ces plans d'actions ont pour objectif de minimiser les impacts négatifs de la production sur la biodiversité, et le bien-être animal si applicable. Cela inclut :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ un diagnostic des impacts potentiels sur la biodiversité, et le bien-être animal si applicable, avec l'aide d'une expertise locale ;</li><li>▪ des solutions concrètes pour limiter l'impact négatif sur la biodiversité, et le bien-être animal si applicable.</li></ul> <p><b>Pour établir le plan d'actions biodiversité, il convient de :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Lister les lieux de tournage avec explication sur le diagnostic effectué et les principaux risques identifiés <sup>14)</sup> :<ul style="list-style-type: none"><li>— pour les repérages artistiques et techniques ;</li><li>— pour le tournage (par exemple, supports de communication, photos, chartes, etc.).</li></ul></li><li>▪ Proposer des méthodologies de travail visant à éviter, atténuer ou remédier aux effets négatifs des activités de tournage sur la biodiversité en s'appuyant notamment sur le guide pratique Ecoprod « Tournages en milieux naturels ».</li></ul> <p><b>Pour établir le plan d'actions bien-être animal, il convient de</b> tenir compte des trois (3) cas décrits ci-après, chaque cas nécessitant une approche et une organisation qui lui est propre, et justifier des actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Lister les lieux de tournage avec explication sur le diagnostic effectué et les principaux risques identifiés.</li><li>▪ Prendre les mesures nécessaires pour appliquer les recommandations et/ou réglementations des autorités locales, telles qu'identifiées dans la phase de diagnostic ou lors du dialogue avec les interlocuteurs locaux (par exemple, obtenir les autorisations des services de l'État en la matière).</li><li>▪ Faire valider les plans de travail par les personnes compétentes au sein de la production et/ou de ses prestataires spécialisés et habilités sur ces questions <sup>15)</sup> (par exemple animaliers, dresseurs, vétérinaire-conseil).</li></ul>	Biodiversité et bien-être animal - Niveau 2
-------------	---	---

<sup>14)</sup> Par exemple, changement de lieu, autre période de tournage, optimisation du temps de présence sur site et du nombre de personnes présentes.

<sup>15)</sup> À titre d'exemple, la BEAG Certification® permet à toutes les structures accueillant des animaux d'évaluer leur bien-être sur la base de critères à la fois zootechniques et environnementaux mais également scientifiques, éthologiques et cognitifs.



**Critère : Mettre en place un plan d'actions visant à limiter les impacts négatifs de la production sur la biodiversité, et le bien-être animal, si applicable**

DESCRIPTION	<p><b>Cas 1</b> : la production concerne des <b>espèces animales libres et sauvages sans interaction volontaire prévue avec l'humain</b> (par exemple, documentaire animalier). L'objectif est d'assurer le minimum d'impact sur la biodiversité (dit MIB) (cf. guide pratique Ecoprod « Tournages en milieux naturels »).</p> <p><b>Cas 2</b> : la production concerne des <b>espèces sauvages élevées et/ou imprégnées</b> (utilisation des animaux pour les besoins du scénario). En complément de la réglementation en vigueur, il s'agit de s'appuyer sur les trois principes indiqués en note de bas de page <sup>16)</sup>.</p> <p><b>Cas 3</b> : la production concerne des <b>espèces domestiques ou d'élevage agricole</b> (utilisation des animaux pour les besoins du scénario). L'approche sera similaire à celle relative aux espèces sauvages élevées et/ou imprégnées, soit fondée sur les trois principes indiqués en note de bas de page <sup>16)</sup>.</p>	Biodiversité et bien-être animal - Niveau 2
	<p>Minimiser les impacts négatifs de la production sur la biodiversité, et le bien-être animal si applicable.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Garantir aux animaux des conditions de vie et un traitement adapté quel que soit leur « rôle ».</li><li>Collaborer étroitement avec les organismes locaux dédiés et compétents.</li><li>Monter en compétences sur les enjeux de préservation de la biodiversité et de respect du bien-être animal.</li><li>Impliquer l'ensemble des parties prenantes sur leurs rôles individuels dans la préservation de la biodiversité et le respect du bien-être animal.</li><li>Guider la production vers le respect de la réglementation.</li></ul>	

<sup>16)</sup> Respecter les 3 principes ci-dessous pour les animaux imprégnés, dressés ou domestiques :

- 1- Accepter la présence d'animaux dans les tournages en s'assurant qu'ils proviennent de filières de dresseurs animaliers reconnues. L'origine des animaux doit donc être totalement transparente tant quant à leur provenance qu'à la qualité des soins et attentions qui leurs sont assurés par les professionnels qui les proposent pour le cinéma.
  - 2- Aménager ces tournages en adaptant le temps de présence des animaux sur le plateau dans le respect impératif de leur nature et ceci en lien avec des professionnels (leurs dresseurs, vétérinaires...).
  - 3- Accorder de bonnes conditions de tournage aux animaux : hébergement, soins sur place, méthodes bienveillantes et respect de la volonté de l'animal.
- + Interdire toute douleur ou souffrance, réduire les risques, interdire l'anesthésie.

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Critère : Mettre en place un plan d'actions visant à limiter les impacts négatifs de la production sur la biodiversité, et le bien-être animal, si applicable**

<b>ÉLÉMENTS DE CONTROLE</b>	<p>Joindre à la stratégie RSE du projet (cf. Chapitre Gouvernance RSE) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— le plan d’actions biodiversité, et bien-être animal si applicable ;</li><li>— la preuve de la diffusion par tout moyen du plan d’actions à l’ensemble de l’équipe impliquée dans la production.</li></ul>	<b>Biodiversité et bien-être animal – Niveau 2</b>
<b>REMARQUES</b>	<p>S’agissant des experts locaux, les commissions du film et les bureaux d’accueil des tournages membres du réseau Film France - CNC, ont la capacité d’en identifier. Il peut aussi s’agir des gestionnaires de sites concernés ; des interlocuteurs publics ou privés locaux en leur absence, tels que les mairies, les propriétaires associatifs ou privés ; des parties prenantes locales ; des associations locales de protection de la nature et/ou des animaux, etc.).</p> <p>Les commissions du film et les bureaux d'accueil des tournages membres du réseau Film France - CNC renseignent sur les conditions de tournages et les contacts des gestionnaires notamment via la base nationale de lieux de tournages <a href="https://locations.filmfrance.net/fr">locations.filmfrance.net/fr</a> et les guides pratiques des tournages.</p> <p>S’agissant de la biodiversité, la mise en place en amont d’un plan d’actions biodiversité peut faciliter le travail en vue d'obtenir des autorisations de tournages (sans garantir pour autant leur délivrance car cela reste à la discrétion du gestionnaire du site).</p> <p>Enfin s’agissant du bien-être animal, afin de trouver des repères dans la réglementation complexe qui le régit, il est possible de se référer aux recommandations du guide pratique Ecoprod « Tournages en milieux naturels », à ses liens afférents - dont la synthèse réalisée par l'ARTCENA dans son article « Conditions de présentation d'animaux dans le spectacle » - ainsi qu’à la Charte éthique du bien-être animal de Flying Secoya (cf. Corpus normatif et Annexe F).</p> <p>En tout état de cause, le temps de préparation devra anticiper les nécessaires délais de réponses des parties prenantes permettant d'apporter des contributions adaptées à la production.</p>	



## 6 Inclusion, parité, et qualité de vie au travail

La notion de RSE, tout comme les 17 Objectifs de Développement Durable, inclut notamment les questions de droits de l'homme et de relations et conditions de travail. C'est dans cette optique que les rédacteurs du présent document AFNOR SPEC ont développé un volet social s'articulant autour de trois thématiques : l'inclusion, la parité et la qualité de vie au travail.

Cette dernière notion est définie ici à partir des 25 critères de discrimination interdits par la loi (entre autres : âge, identité de genre, apparence physique, appartenance vraie ou supposée à une ethnie, à une prétendue race, à une nation, à une religion, handicap...).

### SOMMAIRE DES CRITÈRES

#### Niveau d'engagement 1

**INCLUSION, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS** : Mettre en place une démarche de sensibilisation en matière de recrutement inclusif

**PARITÉ** : Mesurer le taux de parité dans l'équipe technique et dans l'équipe encadrante

#### Niveau d'engagement 2

**INCLUSION, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS** : Solliciter les réseaux concernés en matière de recrutement inclusif

**PARITÉ** : Constituer une équipe technique paritaire et/ou une équipe encadrante paritaire (atteindre un minimum de 40 % de femmes)

**QVT** : Intégrer au plan de travail les enjeux de la QVT

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



### Critère : Mettre en place une démarche de sensibilisation en matière de recrutement inclusif

<b>DESCRIPTION</b>	<p>La production doit sensibiliser les parties prenantes du projet à ses volontés de recrutement inclusif en intégrant celles-ci dans la note d'intention du projet (cf. critère du Chapitre Gouvernance RSE – niveau 1).</p> <p>Il appartient à la production de promouvoir un recrutement juste, inclusif et impartial pour faciliter l'emploi des personnes de tout horizon (l'âge, l'identité de genre, l'apparence physique, l'appartenance vraie ou supposée à une ethnie, à une prétendue race, à une nation, à une religion, handicap... cf. les 25 critères de discrimination interdits par la loi).</p>
<b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Sensibiliser les équipes au recrutement inclusif.</li></ul>
<b>ÉLÉMENTS DE CONTROLE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Joindre à la stratégie RSE du projet : la note d'intention du projet.</li></ul>
<b>REMARQUES</b>	<p>Ce critère doit permettre de sensibiliser les équipes à l'embauche inclusive.</p> <p>Exemples pouvant être intégrés à la note d'intention :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ La production annonce qu'elle va publier des offres d'emploi inclusives.</li><li>▪ La production rappelle quels sont les réseaux dédiés au recrutement inclusif (cf. niveau 2).</li><li>▪ La production renvoie vers des ressources dédiées au recrutement inclusif (l'Observatoire des images, l'Agefiph et son Livre blanc, l'école Koutrajmé...).</li></ul>

**Inclusion, lutte contre les discriminations - Niveau 1**





### Critère : Solliciter les réseaux concernés en matière de recrutement inclusif

DESCRIPTION	<p>La production diffuse les offres d'emploi inclusives (castings, équipes, etc.) à des réseaux dédiés (écoles, structures spécialisées, organismes, associations, etc.) qui pourront les transmettre aux personnes cibles.</p> <p>Lorsque les délais sont particulièrement contraints, la production doit solliciter en amont les réseaux dédiés au recrutement inclusif (par exemple, par mail).</p>
OBJECTIFS ET IMPACTS	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ S'appuyer sur des réseaux déjà existants.</li><li>▪ Transmettre les offres d'emploi inclusives aux personnes concernées.</li><li>▪ Diffuser les principes de l'inclusion le plus largement possible au sein de l'équipe.</li><li>▪ Créer les conditions permettant de constituer des équipes de tout horizon.</li></ul>
ÉLÉMENTS DE CONTROLE	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Preuve par tout moyen de la transmission des offres d'emploi inclusives aux réseaux concernés, et lorsque les délais sont particulièrement contraints, preuve par tout moyen de la sollicitation (par exemple, mail aux organismes concernés) de ces réseaux.</li><li>▪ Le cas échéant, le nombre de recrutement(s) par ce biais.</li></ul>
REMARQUES	<p>Le recours à des structures spécialisées implique un référencement exhaustif des réponses existantes (ESAT, ESS, ESUS, etc. - cf. Lexique). Le critère rejoint la Charte déontologique de L'Association des Responsables de Distribution Artistique (ARDA) : <a href="https://assorda.com/association/charte.html">https://assorda.com/association/charte.html</a>.</p> <p>La production peut aussi se référer au guide L.U.L.A : <a href="https://observatoiredesimages.org/les-uns-et-les-autres/">https://observatoiredesimages.org/les-uns-et-les-autres/</a></p> <p>Exemple d'action possible :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Les sessions de casting sont organisées de façon accessible et inclusive par la transmission des offres d'emploi à la Mission Handicap d'Audiens, agences artistiques spécialisées, Neeedco, MovinMotionTalents, etc.</li></ul> <p>Si la production souhaite embaucher une personne en situation de handicap, elle peut consulter les aides de droit commun de l'Agefiph.</p>

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



### Critère : Mesurer le taux de parité de l'équipe technique et de l'équipe encadrante

DESCRIPTION	La production identifie le taux de parité au sein de l'équipe technique ainsi qu'au sein de l'équipe encadrante (responsables de départements).
OBJECTIFS ET IMPACTS	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Identifier la part de femmes et la part d'hommes au sein de chacune des équipes technique et encadrante.</li></ul>
ÉLÉMENTS DE CONTROLE	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Joindre à la stratégie RSE du projet :<ul style="list-style-type: none"><li>— la part de femmes et la part d'hommes au sein de l'équipe technique et de l'équipe encadrante ;</li><li>— la liste technique, portant l'information de genre de la personne (prévoyant le cas où la personne ne souhaite pas répondre).</li></ul></li></ul>

Parité - Niveau 1



**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Critère : Constituer une équipe technique paritaire et/ou une équipe encadrante paritaire  
(atteindre un minimum de 40 % de femmes)**

<b>DESCRIPTION</b>	<p>La production recrute un minimum de 40 % de femmes dans l'équipe technique et/ou un minimum de 40 % de femmes dans l'équipe encadrante.</p> <p>Une exception à cette exigence est prévue pour les équipes de moins de 5 personnes.</p>	<b>Parité - Niveau 2</b>
<b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Avoir des équipes mixtes et diversifiées pour plus d'égalité.</li> <li>▪ Encourager les productions à questionner les biais genrés de recrutement.</li> </ul>	
<b>ÉLÉMENTS DE CONTROLE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Joindre à la stratégie RSE du projet : <ul style="list-style-type: none"> <li>— la part de femmes et la part d'hommes au sein de l'équipe technique et de l'équipe encadrante ;</li> <li>— la liste technique.</li> </ul> </li> </ul>	
<b>REMARQUES</b>	<p>Pour plus d'informations, la production peut se référer notamment à la Bible 50/50, annuaire inclusif qui permet d'avoir accès à de nombreux profils (la sélection peut se faire par région).</p> <p>Les commissions du film, bureaux d'accueil des tournages membres du réseau Film France – CNC, peuvent renseigner les productions sur les disponibilités de professionnels sur leur territoire correspondant aux compétences requises pour rejoindre l'équipe de tournage. Elles recensent en effet les techniciens et artistes de leur territoire. <a href="https://www.filmfrance.net/preparer-votre-production/commissions-du-film/">https://www.filmfrance.net/preparer-votre-production/commissions-du-film/</a></p>	

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



### Critère : Intégrer au plan de travail les enjeux de la QVT

DESCRIPTION	<p>Le plan de travail est la colonne vertébrale du projet. Il concentre l'ensemble des contraintes techniques et logistiques en un document essentiel au bon déroulement du projet. Les variables d'ajustement de ce plan de travail sont multiples.</p> <p>La production met en place une action permettant d'améliorer la QVT des équipes dans la construction du plan de travail.</p> <p><b>L'intégration au plan de travail des enjeux de la QVT passe par la mise en place d'une (1) action concrète au choix <i>a minima</i>, parmi celles listées ci-dessous :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Allongement des temps de préparation (dates d'embauche).</li><li>▪ Définition et respect du chemin critique du plan de travail.</li><li>▪ Réunions régulières entre tous les responsables de postes.</li><li>▪ Horaires de travail compatibles/permettant/favorisant la vie privée (horaires mixtes...).</li><li>▪ Garde d'enfant(s).</li></ul>	Qualité de vie au travail (QVT) - Niveau 2
OBJECTIFS ET IMPACTS	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Adapter la charge de travail en prenant en considération la QVT de tout le collectif de travail.</li><li>▪ Considérer que le bien-être de l'équipe est bénéfique au projet et qu'il est important de le prendre en compte.</li><li>▪ Intégrer les enjeux de la QVT dans la fabrication des projets.</li></ul>	
ÉLÉMENTS DE CONTROLE	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Joindre à la stratégie RSE du projet, le plan de travail avec <i>a minima</i> une action mise en place à partir de la liste précitée en faveur de la QVT des équipes.</li></ul>	



## 7 Formation et sensibilisation

### SOMMAIRE DES CRITÈRES

#### Niveau d'engagement 1

Recenser les personnes sensibilisées/formées et informer les équipes sur les offres disponibles

#### Niveau d'engagement 2

Avoir au moins 50 % des équipes sensibilisées et au moins 10 % des responsables de département et/ou des équipes de production formés

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Critère : Recenser les personnes sensibilisées/formées et informer les équipes sur les offres disponibles**

<b>DESCRIPTION</b>	<p>Deux types d'actions se distinguent : les actions de sensibilisation et les actions de formation.</p> <p>Les fresques et ateliers de sensibilisation à la transition écologique et sociale constituent ainsi une première étape, permettant de découvrir, de sensibiliser et d'établir un vocabulaire commun autour des enjeux de la transition socio-écologique. Dans une seconde étape, les formations, certifiantes ou non, permettent la montée en compétences des salariés de l'audiovisuel, du cinéma et de la publicité grâce à des méthodes et outils adaptés et contextualisés.</p> <p>La production recense les personnes sensibilisées et formées, et informe les équipes sur les offres disponibles.</p> <p>La production dispose d'une liste non exhaustive des offres de sensibilisation et de formations en annexe (cf. Annexe D) du présent document.</p>
<b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Identifier la diversité de l'offre d'actions de sensibilisation et de formation aux enjeux sociaux et environnementaux, qu'elles soient généralistes ou dédiées à l'industrie du cinéma, de l'audiovisuel et/ou de la publicité.</li> <li>■ Identifier les actions de sensibilisation et de formation concernant tous les professionnels, quel que soit leur niveau de responsabilité.</li> <li>■ Savoir appréhender les changements à venir sur les tournages.</li> </ul>
<b>ÉLÉMENTS DE CONTROLE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Transmission par mail des offres de formation et sensibilisation disponibles, en amont du tournage.</li> </ul>
<b>REMARQUES</b>	<p>Les formations à la transition écologique relevant du périmètre Afdas et se déployant dans le cadre de la formation continue sont 100 % finançables et sans délai de carence pour les professionnels engagés en CDDU, et pour les permanents d'entreprises de moins de 250 salariés.</p> <p>Les actions de formation et de sensibilisation couvrent le spectre de la RSE, ce qui inclut notamment la transition écologique, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, etc.</p>

**Formation et sensibilisation - Niveau 1**



**Critère : Avoir au moins 50 % des équipes sensibilisées et au moins 10 % des responsables de département et/ou des équipes de production formés**

<p><b>DESCRIPTION</b></p>	<p>Les changements induits par la prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux dans la production d'un projet ont un impact sur l'exercice des métiers et les processus de fabrication d'un film, d'un programme audiovisuel ou d'une publicité. Il est essentiel que les équipes soient sensibilisées et/ou formées pour faire évoluer leurs pratiques d'une part et pour accompagner le changement d'autre part.</p> <p>La production doit justifier des proportions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ 50 % des collaborateurs (équipes techniques, artistiques, hors artistes de complément (figurants)) sont sensibilisés ou formés ;</li> <li>■ 10 % des responsables de départements et/ou des équipes de production sont formés.</li> </ul> <p>Il est précisé que dans le cadre des personnes sensibilisées, ces dernières doivent justifier d'une sensibilisation de moins de 3 ans au moment du projet, y compris les jeunes actifs ayant suivi une sensibilisation durant leur cursus universitaire.</p> <p>Enfin, les modules de sensibilisation obligatoire de lutte contre les violences et harcèlements sexistes et sexuelles rentrent dans le périmètre du présent critère.</p>	<p><b>Formation et sensibilisation - Niveau 2</b></p>
<p><b>OBJECTIFS ET IMPACTS</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Établir un vocabulaire commun autour des enjeux de la transition écologique.</li> <li>■ Développer la prise de conscience des impacts environnementaux liés à la production de films, de publicités ou de programmes audiovisuels.</li> <li>■ Accélérer les changements de pratiques métier et organisationnelles, dans les processus de fabrication et de tournage.</li> </ul>	
<p><b>ÉLÉMENTS DE CONTRÔLE</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Preuve par tout moyen de la participation à une session de sensibilisation à la transition écologique et sociale (par exemple, mail de convocation des équipes dans le cas d'une sensibilisation interne, ou d'un module de formation obligatoire contre les VHSS, feuille d'émargement, etc.).</li> </ul> <p>Si une personne sur le projet a justifié d'une précédente expérience en tant que personne ressource RSE sur un projet où le présent document aurait été appliqué au niveau 2, cela rentre dans le quota de sensibilisation. À ce titre, la fiche de poste de cette expérience est jointe comme élément de contrôle.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Preuve par tout moyen de la participation à une formation : attestation individuelle de formation ou feuille d'émargement, etc.</li> <li>■ Notes dans les bases techniques régionales.</li> </ul>	
<p><b>REMARQUES</b></p>	<p>La production dispose d'une liste non exhaustive des offres de sensibilisation et de formation en Annexe D du document.</p> <p>Les formations à la transition écologique relevant du périmètre Afdas et se déployant dans le cadre de la formation continue sont 100 % finançables et sans délai de carence pour les professionnels engagés en CDDU, et pour les permanents d'entreprises de moins de 250 salariés.</p>	

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



## Annexe A – Gestion des déchets (cf. Chapitre 3)

### Textes en vigueur applicable

**La production peut communiquer cette annexe à ses équipes dès la préparation du tournage.**

### TRI DES DÉCHETS EN FRANCE

La loi tri 5 flux (introduite en 2016) le [décret n° 2016-288 du 10 mars 2016](#) impose aux entreprises de trier à la source et de collecter séparément cinq types de déchets : Papier/Carton, Métal, Plastique, Verre et Bois.

**Entreprises Concernées** : Initialement, cette obligation s'appliquait aux entreprises produisant plus de 1 100 litres de déchets par semaine. Cela concerne principalement les entreprises de moyenne et grande taille dans divers secteurs, y compris les bureaux, les commerces, et certaines industries. Néanmoins depuis la [Loi AGECE \(2020, lutte contre le gaspillage et pour l'économie circulaire\) n° 2020-105 du 10 février 2020](#), celle-ci renforce la responsabilité des entreprises dans la gestion de leurs déchets, visant à inclure progressivement toutes les entreprises, **peu importe leur taille ou la quantité de déchets produits**. Elle prévoit d'améliorer le recyclage et de lutter contre les déchets sauvages.

#### Voici les obligations des entreprises

**Tri à la Source** : Les entreprises doivent trier les déchets en différentes catégories (papier, plastique, métal, verre, bois, biodéchets, etc.).

**Collecte Séparée** : Après le tri, les déchets doivent être collectés séparément selon leur catégorie pour faciliter leur recyclage ou leur traitement spécifique.

**Élimination Responsable** : Les déchets doivent être éliminés de manière responsable, en utilisant des services de collecte appropriés et des installations de traitement agréées.

**Documentation et Traçabilité** : Les entreprises doivent tenir à jour un registre de leurs déchets et peuvent être tenues de fournir des rapports sur la gestion de leurs déchets.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, les entreprises doivent renseigner de nouvelles informations dans leurs registres de déchets, y compris des détails sur la caractérisation des déchets et sur les producteurs ou détenteurs de ces déchets.

**Conformité aux Normes** : Les entreprises doivent se conformer aux normes locales et nationales en matière de gestion des déchets, notamment les réglementations spécifiques à certains types de déchets comme les déchets dangereux.

**Dématérialisation du Bordereau de Suivi des Déchets (BSD)** : Les Bordereaux de Suivi des Déchets pour les déchets dangereux doivent être dématérialisés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Les entreprises doivent utiliser l'outil Trackdéchets pour générer des BSD électroniques.

**Responsabilité Élargie du Producteur (REP)** : Selon le principe REP, les producteurs de déchets sont responsables de leur gestion jusqu'à leur valorisation ou leur élimination.

**Prévention des Déchets** : Les entreprises sont encouragées à réduire la quantité de déchets qu'elles produisent, par exemple en optimisant la consommation de matières premières et en réduisant les emballages.





**Valorisation des Déchets** : Si possible, les déchets doivent être valorisés, par exemple par recyclage, réutilisation, compostage ou valorisation énergétique.

#### **Extension en 7 et 8 Flux**

**Décret n°2021-950** : Depuis juillet 2021, avec le décret n°2021-950, cette obligation a été étendue aux déchets de fraction minérale et de plâtre (7 flux) issus du secteur du bâtiment.

**Ajout du 8e Flux** : À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, un 8e flux, les déchets textiles, sera intégré à cette réglementation.

**Entreprises Concernées** : Ces extensions touchent principalement les entreprises du secteur du bâtiment pour les déchets de fraction minérale et de plâtre, et potentiellement toutes les entreprises pour les déchets textiles à partir de 2025.

#### **Tri des Biodéchets**

**Évolution de la Réglementation** : En plus des 5 flux initiaux, la réglementation sur le tri des biodéchets s'est renforcée. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, toutes les entreprises produisant plus de 5 tonnes de biodéchets par an doivent procéder à un tri à la source de ces déchets. À partir du 31 décembre 2023, cette obligation s'étendra à toutes les entreprises produisant des biodéchets, quel que soit le volume.

**Secteurs Concernés** : Cela affecte principalement les restaurants, les établissements de restauration collective, les épiceries, et d'autres entreprises manipulant des produits alimentaires.

#### **Conclusion**

La législation sur le tri des déchets en France vise à augmenter le taux de recyclage et à réduire l'impact environnemental des déchets d'entreprise. Toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, doivent se préparer à ces changements et adapter leurs pratiques de gestion des déchets en conséquence.

#### **SANCTIONS POTENTIELLES**

**Sanctions Administratives** : En cas de non-respect des obligations de tri, les entreprises peuvent se voir adresser une injonction pour effectuer les aménagements nécessaires. Le refus d'obtempérer peut entraîner une sanction administrative pouvant atteindre 150 000€. Cela est stipulé dans l'article L541-3 du Code de l'environnement.

**Sanctions Pénales** : Le non-respect de ces obligations peut également constituer une infraction pénale, punie d'une peine maximale de deux ans d'emprisonnement et 75 000€ d'amende, selon l'article L541-46 du Code de l'environnement.

En ce qui concerne le registre des déchets, les entreprises sont effectivement tenues de tenir un registre de leurs déchets. Un nouvel arrêté, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, a renforcé les données obligatoires devant apparaître dans les registres de déchets. Ces informations comprennent, entre autres, les coordonnées et le numéro SIRET des producteurs, courtiers, éco-organismes le cas échéant, ou encore des données précises en cas de réception de terre et la présence de polluants organiques persistants.

Ces mesures sont prises pour assurer une meilleure traçabilité et une gestion plus responsable des déchets, conformément aux objectifs environnementaux de la France. Il est crucial pour les entreprises de se conformer à ces réglementations pour éviter ces sanctions et pour contribuer à la préservation de l'environnement.

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



## LE REJET DE POLLUANTS DANS LES ÉGOÛTS

La législation française concernant le rejet de polluants dans les égouts est assez stricte. Selon l'article L1331-10 du Code de la santé publique, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le maire ou le président de la structure publique déléguée pour l'assainissement. Cette autorisation doit spécifier la durée, les caractéristiques des eaux usées autorisées à être déversées, et les conditions de surveillance du déversement. Toute modification dans la nature ou la quantité des eaux usées déversées nécessite une nouvelle demande et une nouvelle autorisation.

En cas de déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public sans autorisation, ou en violation des prescriptions de cette autorisation, l'article L1337-2 du Code de la santé publique prévoit une sanction de 10 000 € d'amende. De plus, l'article R 1337-1 du même code stipule que le fait de déverser sans autorisation dans les égouts publics des eaux usées autres que domestiques est passible d'une amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe, qui peut aller jusqu'à 1 500 €, et jusqu'à 3 000 € en cas de récidive.

Il est important de noter que les systèmes d'assainissement traditionnels ne sont généralement pas conçus pour traiter la pollution chimique. Les molécules dangereuses non biodégradables peuvent se retrouver dans les rejets ou dans les boues produites par l'épuration des eaux. Les systèmes d'assainissement sont plus efficaces pour réduire la charge organique des eaux, qui représente la majorité de la pollution urbaine.

Les entreprises soumises à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) doivent également respecter des dispositions spécifiques. Par exemple, une installation classée peut être raccordée à un réseau public équipé d'une station d'épuration urbaine, mais les eaux industrielles doivent généralement subir un prétraitement pour être acceptées dans le réseau d'assainissement public.

Pour protéger les milieux naturels récepteurs (rivières ou nappes souterraines), il est essentiel que les eaux usées soient traitées dans des installations d'épuration avant leur rejet. La pollution organique apportée par des effluents mal ou pas épurés peut avoir un impact significatif sur la vie aquatique et la qualité de l'eau.

En France, comme dans de nombreux pays, les entreprises sont généralement soumises à des réglementations strictes en matière de gestion des déchets dangereux, ce qui inclut les déchets de peinture. Ces réglementations sont conçues pour minimiser les impacts environnementaux et protéger la santé publique. Voici quelques points clés habituellement abordés dans de telles réglementations :

**Interdiction de Rejet dans les Égouts ou l'Environnement** : Le rejet de peinture dans les égouts, les cours d'eau, ou directement dans l'environnement est généralement interdit, car cela peut entraîner une pollution importante.

**Gestion Appropriée des Déchets de Peinture** : Les entreprises sont souvent tenues de gérer les déchets de peinture de manière appropriée, ce qui peut inclure leur collecte, leur stockage sécurisé et leur élimination ou recyclage par des installations autorisées.

**Traçabilité et Documentation** : Les entreprises peuvent être tenues de tenir des registres détaillés de la quantité et du type de déchets générés, ainsi que des informations sur leur élimination.

**Normes de Sécurité et de Santé** : Les réglementations peuvent également imposer des normes strictes en matière de sécurité et de santé pour éviter l'exposition des travailleurs et du public aux composants nocifs des peintures.

**Sanctions en cas de Non-conformité** : Les entreprises qui ne respectent pas ces réglementations peuvent être soumises à des sanctions, allant des amendes à des peines plus sévères.



## QUI CONTRÔLE ?

En France, plusieurs autorités et organismes sont responsables du contrôle et de l'application des réglementations environnementales, y compris celles relatives au rejet de polluants et à la gestion des déchets par les entreprises. Voici les principaux acteurs dans ce domaine :

**L'Inspection des Installations Classées (DREAL/DRIEE/DRAAF) :** Ces services régionaux sont chargés de contrôler les entreprises soumises à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Ils vérifient la conformité de ces installations avec les normes environnementales, y compris la gestion et le rejet des déchets dangereux comme la peinture.

**Les Services Municipaux et Intercommunaux :** Les services locaux d'assainissement et de gestion des déchets peuvent également effectuer des contrôles, en particulier pour les entreprises qui ne sont pas classées comme ICPE mais qui sont néanmoins soumises à des réglementations locales en matière de rejets et de gestion des déchets.

**La Gendarmerie et la Police Nationale :** Dans certains cas, la police et la gendarmerie peuvent intervenir, notamment si des infractions environnementales graves sont suspectées.

**L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) :** Bien que l'ADEME ne soit pas un organisme de contrôle réglementaire, elle joue un rôle clé dans la sensibilisation, l'information et l'orientation des entreprises sur la gestion environnementale, y compris la gestion des déchets de peinture.

**Les Organismes de Certification et de Vérification :** Des organismes indépendants peuvent réaliser des audits et des vérifications de conformité environnementale dans les entreprises, notamment dans le cadre de certifications environnementales.

**Les Agences de l'Eau :** En France, les agences de l'eau peuvent également jouer un rôle de surveillance et de contrôle en ce qui concerne les rejets dans le milieu aquatique.

Le respect des réglementations environnementales est crucial pour les entreprises, car les infractions peuvent entraîner des sanctions importantes, allant de lourdes amendes à des peines de prison, ainsi que des dommages à la réputation de l'entreprise.

## GESTION DES DÉCHETS SUR UN STUDIO DE CINÉMA

En France, lorsqu'une entreprise comme les studios de cinéma fait appel à un prestataire pour la gestion et l'évacuation de ses déchets, il y a effectivement des obligations réglementaires concernant la traçabilité et la gestion de ces déchets. Voici les principes généraux applicables :

**Bordereau de Suivi des Déchets (BSD) :** Le prestataire de gestion des déchets est souvent tenu de fournir un Bordereau de Suivi des Déchets. Ce document doit inclure des informations détaillées sur la nature, la quantité, et la destination des déchets. Le BSD est essentiel pour assurer la traçabilité des déchets, surtout s'ils sont considérés comme dangereux ou spéciaux.

**Responsabilité Élargie du Producteur (REP) :** Selon le principe de la responsabilité élargie du producteur, les studios de cinéma, en tant que producteurs de déchets, sont responsables de la gestion de ces déchets de leur production jusqu'à leur traitement final. Cela signifie que le prestataire doit fournir des informations précises sur le traitement et la destination des déchets.

**Rapports sur les Déchets :** Le prestataire peut être tenu de fournir des rapports périodiques au studio sur le volume ou le poids des déchets traités. Ces rapports peuvent être nécessaires pour la conformité environnementale du studio, pour des audits internes, ou pour répondre aux exigences des autorités réglementaires.

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Tri et Recyclage** : Bien que les déchets ne soient pas toujours triés à la source, le prestataire de gestion des déchets peut être équipé pour trier et recycler une partie des déchets. Cela dépend des capacités du prestataire et des types de déchets produits par le studio.

**Normes Environnementales** : Les prestataires doivent respecter les normes environnementales en vigueur en France, qui incluent des réglementations sur le traitement, le recyclage, et l'élimination des déchets.

**Transparence et Conformité** : La transparence dans la gestion des déchets est cruciale pour la conformité aux réglementations environnementales. Les studios de cinéma doivent s'assurer que leurs prestataires respectent ces obligations pour éviter toute responsabilité en cas de gestion inadéquate des déchets.

En France, la réglementation en matière de gestion des déchets exige généralement que les entreprises, y compris les studios de cinéma, tiennent un registre de leurs déchets et en assurent une gestion conforme aux normes environnementales. Cependant, il existe quelques nuances à considérer :

**Obligations de Déclaration** : Les entreprises sont souvent tenues de déclarer certains types de déchets, en particulier les déchets dangereux ou spéciaux, aux autorités locales ou nationales. Cela peut inclure des informations sur la quantité, le type et le traitement des déchets.

**Communication avec la Municipalité** : Selon la législation locale et les arrangements spécifiques entre la municipalité et les studios, il peut y avoir une obligation de communiquer les volumes de déchets produits. Ceci est souvent nécessaire pour la planification de la collecte des déchets et pour des raisons environnementales.

**Registre des Déchets** : Comme mentionné précédemment, les entreprises doivent tenir un registre de leurs déchets. Ce registre pourrait être requis par la municipalité ou d'autres autorités réglementaires pour vérifier la conformité avec les normes de gestion des déchets.

**Confidentialité des Données** : Bien que les studios soient tenus de respecter certaines obligations de déclaration, les détails spécifiques concernant les volumes de déchets peuvent ne pas être publiquement accessibles, en raison de la confidentialité des données d'entreprise.

**Normes Environnementales et Contrôles** : Les studios doivent se conformer aux normes environnementales nationales et locales, ce qui implique généralement des contrôles et des audits réguliers par les autorités compétentes.



## Annexe B – Cartographie des données

	Préparation	Tournage	Post-production	Exploitation	Conservation
Repérage	10 Go* Disque dur, laptop Parcours des données : à préciser				
Rushes jeu laboratoire		150 To Serveur (laboratoire) Parcours des données :			150 To LTO Parcours des données :
Rushes sécurité		20 To Serveur (tournage) Parcours des données :			
Média de visionnage		1 To Serveur dématérialisé Parcours des données :			
Proxy montage		1 To Serveur Avid (laboratoire) Parcours des données :			
Fichiers son		500 Go Serveur montage son Parcours des données :			
VFX			50 To Serveur prestataire VFX Parcours des données :		20 To Plateforme dématérialisée Parcours des données : 50 To LTO Parcours des données :
Mixage			500 Go Serveur auditorium Parcours des données :		
Etalonnage			5 To Serveur laboratoire Parcours des données :		
Livrables				2 To Serveur de distribution dématérialisé Parcours des données : 2 To Serveur laboratoire Parcours des données :	2 To LTO Parcours des données :
Autre					

\*Estimation poids des données en Go ou To  
Type de stockage  
Parcours des données

Code couleur : poids des données

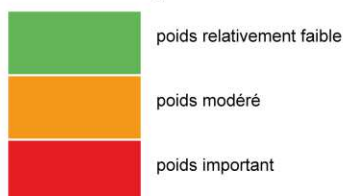
	poids relativement faible
	poids modéré
	poids important

Estimation poids des données en Go ou To

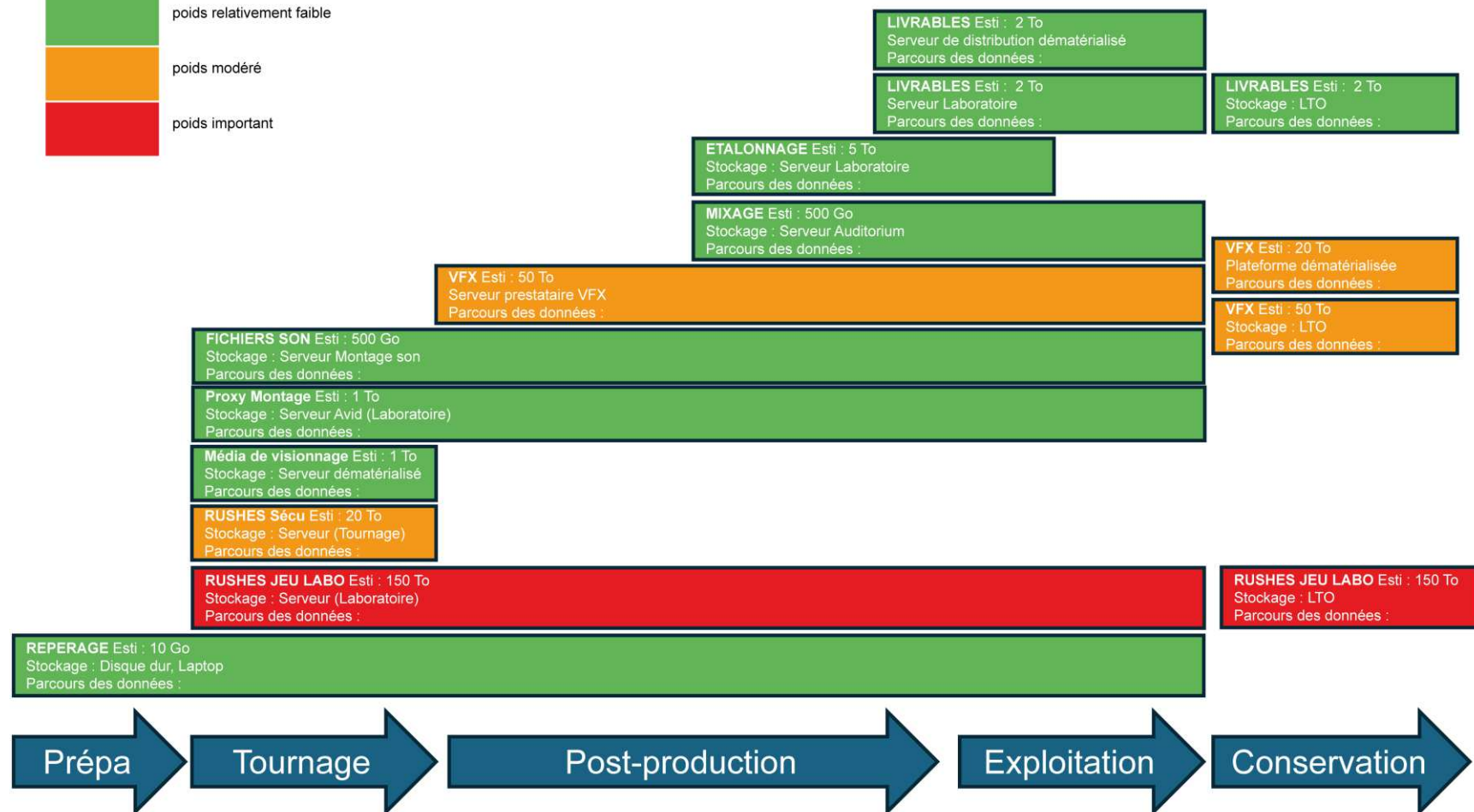
Type de stockage

Parcours de données

Code couleur : poids des données



## Cartographie des données





**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



## **Annexe C – Tableau de ratio entre le poids informatique créé et le poids informatique final**

Pour les productions qui souhaitent aller plus loin, un tableau de ratio entre le poids informatique créé et le poids informatique final en format Excel est téléchargeable avec la présente SPEC.



**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



## Annexe D – Liste non-exhaustive des offres de formations et de sensibilisation (cf. Chapitre 7)

### CHAPITRE 7 – FORMATION ET SENSIBILISATION

#### Liste des offres de formations et de sensibilisation à la transition écologique

##### Actions de sensibilisation

- ❖ [CAT - Mise en place d'une stratégie bas carbone — Afdas Formations](#)
- ❖ [CAT - Intégrer la RSE dans sa stratégie — Afdas Formations](#)
- ❖ [CAT - Les fondamentaux de la RSE — Afdas Formations](#)
- ❖ [CAT - L'informatique ou numérique responsable — Afdas Formations](#)
- ❖ [CAT - Production audiovisuelle responsable — cycle ECOPROD — Afdas Formations](#)
- ❖ Fresques de sensibilisation aux enjeux de la transition écologique, applicable à nos secteurs
  - Atelier Fresque du climat - <https://fresqueduclimat.org/>
  - Atelier Fresque du film - <https://www.fresquedufilm.fr/>
  - Atelier Fresque de la biodiversité - <https://www.fresquedelabiodiversite.org/>
  - Atelier Fresque du numérique - <https://www.fresquedunumerique.org/>
  - Atelier Fresque de la mobilité - <https://fresquedelamobilite.org/>
  - Atelier Fresque de la publicité - <https://fresquedelapublicite.org/>
- ❖ Atelier 2 tonnes - <https://www.2tonnes.org/>
- ❖ Fresque de la RSE - <https://fresquedelarse.org/>
- ❖ Fresque de la diversité - <https://fresquedeladiversite.org/>
- ❖ Ce qu'il nous reste à faire - Atelier de projection des acteurs culturels et de leurs activités dans une société neutre en carbone : à quoi ressemblera mon organisation en 2040 ? <https://catalogue-oxalis-scop.dendreo.com/formation/748/ce-quil-nous-reste-a-faire>

##### Actions de formation non-certifiantes

- ❖ Agir en faveur de la transition écologique - Cycle transition écologique Afdas - <https://www.afdas.com/particulier/decouvrir-nos-offres-de-formation-responsables-et-engagees/agir-en-faveur-de-la-transition-ecologique.html>

##### Actions de formation certifiantes

- ❖ CCP Déployer une démarche écoresponsable dans sa pratique professionnelle, au sein d'un projet audiovisuel et cinéma - <https://www.cpnef-av.fr/les-formations/ccp-deployer-une-demarche-ecoresponsable>





**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



## Liste de formations en matière de VHSS

### Parcours 1 jour :

**Comprendre et se repérer** - « [Acquérir les fondamentaux en matière de VHSS](#) » -

[https://formations.afdas.com/@@training\\_search?keyword=cat%2Bfondamentaux%2Bvhss](https://formations.afdas.com/@@training_search?keyword=cat%2Bfondamentaux%2Bvhss)

### Parcours 2 jours :

**Agir et réagir** - « [Contribuer au déploiement des mesures de luttres contre les VHSS dans son organisation et auprès de ses collègues](#) » -

[https://formations.afdas.com/@@training\\_search?keyword=cat%2BContribuer%2BVHSS](https://formations.afdas.com/@@training_search?keyword=cat%2BContribuer%2BVHSS)

### Parcours 3 jours :

**Mettre en œuvre sa stratégie** - « [Bâtir et déployer son plan d'actions et évaluer ses effets au sein de sa structure](#) » - [https://formations.afdas.com/@@training\\_search?keyword=cat%2BMettre%2BVHSS](https://formations.afdas.com/@@training_search?keyword=cat%2BMettre%2BVHSS)

### Parcours 3 jours :

« [Être Ambassadeur-Référent VHSS de sa structure](#) » -

[https://formations.afdas.com/@@training\\_search?keyword=cat%2Bambassadeur%2BVHSS](https://formations.afdas.com/@@training_search?keyword=cat%2Bambassadeur%2BVHSS)

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



## **Annexe E – Synthèse du document par critères et livrables**

Pour les productions qui souhaitent aller plus loin, un tableau récapitulatif des critères par chapitre et niveau d'engagement, en format Excel est téléchargeable avec la présente SPEC.



## Annexe F – Charte éthique du bien-être animal - Flying Secoya



# Charte éthique du bien-être animal

### Qu'est-ce que le bien-être animal ?

Selon les termes du *Code sanitaire pour les animaux terrestres* de l'OIE (Organisation Mondiale de la Santé Animale) :

« Le bien-être des animaux signifie les moyens par lesquels un animal fait face aux conditions dans lesquelles il vit. Un animal est dans un bon état de santé si (comme le montre les preuves scientifiques) il est en bonne santé, en situation de confort, bien nourri, en sécurité et s'il ne souffre pas d'états désagréables comme la douleur, la peur et la détresse. Le bien-être animal optimum exige une prévention des maladies et un traitement vétérinaire, un abri, une gestion et une nutrition appropriés, une manipulation sans cruauté. »

### Qu'est-ce que la Charte éthique de bien-être animal ?

La Charte éthique du bien-être animal constitue un référentiel des engagements pris pour veiller au traitement qu'un animal reçoit lorsqu'il est placé sous la responsabilité humaine lors du tournage. Elle énonce les principes de comportements humains collectifs et individuels envers les animaux, qui guideront quotidiennement ce tournage.

### À qui s'adresse-t-elle ?

La Charte éthique s'applique aussi bien aux responsables de ces animaux qu'à tous les collaborateurs du tournage, quelles que soient leurs fonctions.  
Les signataires s'engagent à respecter la Charte éthique du bien-être animal.

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



- **ÉTAT D'ÉQUILIBRE NERVEUX**

La situation de confort nerveux de chaque animal sera optimisée lors des périodes d'attente, de repos, avant ou après un effort physique.

**Engagements :**

L'équipe de tournage assure la présence quotidienne d'au moins une personne référente pour les animaux (conseillers techniques, palefreniers, animaliers, propriétaires...).

- **REPOS**

Le planning de travail de chaque animal est adapté de sorte que des temps de repos suffisants soient prévus lors de leur présence sur le plateau.

**Engagements :**

Si un animal tient un rôle principal, une doublure (accompagnée d'un référent) doit être prévue pour limiter les temps de tournage de chacun.

- **RÉGULARITÉ ALIMENTAIRE**

Lors de la présence d'un animal sur le tournage, la nourriture sera disponible et l'alimentation appropriée à chaque animal et aux conditions dans lesquelles il évolue, afin qu'il ait un sentiment de satiété.

**Engagements :**

Chaque animal sera alimenté avec la nourriture à laquelle il est habitué pour éviter tout changement par rapport à ses habitudes.

- **TRANSPORT**

Lors des transports liés au tournage, chaque animal sera convenablement installé, protégé des éventuels chocs extérieurs et du stress.

**Engagements :**



**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



Le tournage s'engage (directement ou contractuellement) à ce que le transport de chaque animal de son lieu de vie au lieu de tournage se déroule dans les conditions énumérées ci-dessus.

Fait à ..., le .../.../...  
production

Signature et cachet de la





## Lexique

### Animaux domestiques

D'après les articles R. 411-5 et R. 413-8 du Code de l'environnement,<sup>17)</sup> « sont considérés comme des animaux domestiques les animaux appartenant à des populations animales sélectionnées ou dont les deux parents appartiennent à des populations animales sélectionnées. On appelle population animale sélectionnée une population d'animaux qui se différencie des populations génétiquement les plus proches par un ensemble de caractéristiques identifiables et héréditaires qui sont la conséquence d'une politique de gestion spécifique et raisonnée des accouplements. (...) ». À la date de la rédaction de ce texte, en France, l'Arrêté du 11 août 2006 fixe la liste des espèces, races ou variétés d'animaux domestiques.<sup>18)</sup>

### Animaux imprégnés

S'emploie généralement pour parler d'espèces non domestiques, auprès desquelles l'humain cherche à obtenir une forme d'attachement. Ce résultat peut par exemple être recherché à but scientifique ou pour la réalisation de spectacles ou de productions audiovisuelles.

### Bien-être animal

Aux termes du Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), le bien-être animal désigne « l'état physique et mental d'un animal en relation avec les conditions dans lesquelles il vit et meurt ». Des critères d'évaluation sont basés sur les 5 libertés fondamentales des animaux énoncées en 1965 et reconnues mondialement pour répondre aux exigences actuelles en matière de Bien-Être Animal (BEA) :

- Absence de faim, de soif et de malnutrition ;
- Absence de peur et de détresse ;
- Absence de stress physique ou thermique ;
- Absence de douleur, de lésions et de maladie ;
- Possibilité d'exprimer les comportements normaux de son espèce.

### Biodiversité

Désigne l'ensemble des êtres vivants et des écosystèmes au sein desquels ils vivent, ainsi que les interactions des espèces entre elles et avec leurs milieux.<sup>19)</sup>

### Bureaux d'accueil des tournages

Cf. commission du film.

### Circuit court

La notion de circuit court est utilisée pour valoriser un mode de vente limitant le nombre d'intermédiaires mais ne prévoit pas de notion de proximité physique (kilométrage). ([economie.gouv](https://economie.gouv.fr/)).

---

<sup>17)</sup> [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/texte\\_lc/LEGITEXT000006074220/2020-12-09/](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/texte_lc/LEGITEXT000006074220/2020-12-09/)

<sup>18)</sup> <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000789087>

<sup>19)</sup> Source : guide pratique Ecoprod « [Tournages en milieux naturels](#) »



### **Commission du film**

Désigne les structures membres du réseau Film France-CNC ayant pour objet d'une part, d'inciter et de faciliter les tournages et les activités de post-production sur leur territoire et d'assister à titre gratuit les équipes de films, de toutes natures, de tous genres, et de toutes nationalités ; et d'autre part, de promouvoir leur territoire et ses ressources auprès des professionnels du secteur de l'audiovisuel. Elles assurent des missions d'intérêt général et s'engagent à respecter la charte d'accueil des tournages du réseau Film France-CNC.

### **Consommable**

Produit dont l'utilisation entraîne sa destruction ou une telle altération qu'il doit être remplacé. ([La Langue Française](#)).

### **Dépouillement du script/scénario**

Document technique réalisé par l'équipe de production lors de la phase de préparation du tournage. Lecture analytique du scénario visant à identifier et classer par corps de métier tous les besoins liés au tournage (décors, rôles, véhicules, accessoires, figuration, etc.). Dans le sens du présent document, le dépouillement intègre les enjeux de biodiversité et de bien-être animal de manière à anticiper et à limiter les impacts du tournage sur le vivant.

### **Données**

Fichiers sources et tous les éléments qui ont servi à la fabrication d'un projet.

### **Donneurs d'ordres**

Ceux qui ont le pouvoir de décision, généralement associés au pouvoir financier (sociétés de production, commanditaires, diffuseurs, annonceurs, etc.).

### **Écolabels**

Signes d'excellence, les écolabels garantissent un niveau d'exigence élevé en termes de limitation des impacts des produits et services sur l'environnement et la santé, tout en maintenant leur niveau de performance. ([notre.environnement.gouv](#))

### **Énergies bas carbone**

La notion d'énergie bas carbone englobe toutes les ressources qui ne produisent que très peu de CO<sub>2</sub> lors de la production d'énergie. Elle intègre ainsi l'énergie nucléaire ainsi que les [5 grandes familles d'énergies renouvelables](#) (cf. Lexique « Énergies renouvelables ») - ([Alternativa Energias](#))

### **Énergies fossiles**

Les plantes et autres organismes en décomposition, enfouis sous des couches de sédiments et de roches, ont mis des millénaires à devenir les gisements riches en carbone que nous appelons maintenant les énergies fossiles. Ces combustibles non renouvelables, qui comprennent le charbon, le pétrole et le gaz naturel, fournissent environ 80 % de l'énergie mondiale. Ils fournissent de l'électricité, de la chaleur et du transport, tout en alimentant les processus qui créent une vaste gamme de produits, de l'acier aux plastiques. ([National Geographic](#))

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



### **Énergies renouvelables**

Les énergies renouvelables (EnR) sont alimentées par le soleil, le vent, la chaleur de la terre, les chutes d'eau, les marées... Elles permettent de produire de l'électricité, de la chaleur, du froid, du gaz, du carburant, du combustible. Ces sources d'énergie, considérées comme inépuisables à l'échelle du temps humain, n'engendrent pas ou peu de déchets ou d'émissions polluantes. Elles se distinguent des énergies fossiles, polluantes et dont les stocks diminuent. Enfin, les EnR sont plus résilientes, notamment en cas de crises.

Il existe **5 grandes familles d'énergies renouvelables** :

1. Énergie éolienne (terrestre et en mer) / Production : électricité
2. Énergie solaire (photovoltaïque, thermique et thermodynamique) / Production : électricité et chaleur
3. Biomasse / Production : chauffage (bois-énergie), chaleur et électricité (déchets)
4. Énergie hydraulique / Production : électricité
5. Géothermie / Production : chaleur

([ecologie.gouv](https://ecologie.gouv.fr))

### **ESAT**

Les Établissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT) sont des établissements médico-sociaux qui ont pour objectif l'insertion sociale et professionnelle des adultes handicapés. Les ESAT accueillent des personnes dont les capacités de travail ne leur permettent pas de travailler dans une entreprise ordinaire ou adaptée ou d'exercer une activité professionnelle indépendante. La [circulaire NDGAS/3B n° 2008-259 du 1er août 2008](#) précise que les personnes orientées vers un ESAT sont des personnes handicapées dont la capacité de travail est inférieure à un tiers de la capacité d'une personne valide. ([Annuaire action sociale](#))

### **ESS**

Le [concept d'économie sociale et solidaire](#) (ESS) désigne un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations, ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. ([economie.gouv](#))

### **ESUS**

Les entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS) peuvent bénéficier d'aides et de financements spécifiques grâce à l'agrément « Entreprise solidaire d'utilité sociale » (ESUS). L'agrément « Entreprise solidaire d'utilité sociale » dit « agrément ESUS » s'inscrit dans le cadre de la [loi relative à l'économie sociale et solidaire](#) de 2014 ayant pour objectif de créer un écosystème favorable au développement des entreprises de l'économie sociale et solidaire. ([economie.gouv](#))

### **Expert en biodiversité**

Désigne un professionnel de la conservation du milieu naturel (avec une formation en écologie, biologie, sciences de la vie et de la terre) ou une agence conseil spécialisée sur les enjeux de la biodiversité.

### **Fabrication du projet**

Dans le sens du document, la fabrication du projet inclut la préparation, la pré-production, la production et la post-production. La phase de diffusion n'est pas prise en compte dans ce document.





### Fournisseurs

Un fournisseur est une entreprise vendant habituellement des marchandises ou des services à ses clients, qui peuvent être eux-mêmes des entreprises, mais aussi des particuliers, des institutions, des associations, une administration... En matière commerciale, le fournisseur désigne généralement l'entreprise chez qui une autre entreprise s'approvisionne en contrepartie d'un paiement. ([droit-finances.net](http://droit-finances.net))

### Livrables (numériques)

- Éléments et/ou produits finaux remis à la fin d'un projet au(x) diffuseur(s) et/ou distributeur(s) tels que :
  - la copie finale du film ou de la vidéo ;
  - les fichiers sources (fichiers bruts, enregistrements originaux, fichiers de projet, etc.) qui ont été utilisés pour créer le produit final ;
  - les bandes-annonces et *teasers* ;
  - les fichiers de sous-titres et doublages ;
  - les documents de conformité et de droits (contrats, licences, autorisations et autres documents légaux).
- Éléments promotionnels (affiches, images promotionnelles, art de couverture, matériel marketing, etc.).

### Mesure de l'empreinte carbone

L'empreinte carbone est un indicateur qui vise à mesurer l'impact d'une activité sur l'environnement, et plus particulièrement les émissions de gaz à effet de serre liées à cette activité. **Les Gaz à Effet de Serre** (GES) les plus connus sont le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le méthane (CH<sub>4</sub>), le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) et les gaz fluorés. Chacun ayant un pouvoir de réchauffement global (PRG) différent. Ce PRG est mesuré en fonction de celui du dioxyde de carbone et permet d'obtenir une unité commune : l'équivalent CO<sub>2</sub> (CO<sub>2</sub>e). L'empreinte carbone des projets visés par le document est calculée sur la base de cette mesure. ([HelloCarbo](http://HelloCarbo))

### Milieu soumis à gestion

La protection de l'environnement et de la biodiversité s'appuie sur des textes légaux et un maillage complexe d'outils de gestion français, européens et internationaux, que ce soit à terre et en mer. Si des enjeux locaux suffisamment forts sont identifiés (espèces protégées ou ayant un statut particulier, habitats dit d'intérêt communautaire, etc.), il peut être décidé de lui délivrer un statut juridique, afin d'élaborer et d'appliquer un programme spécifique de gestion et/ou de protection. Il est alors question d'aire protégée, qui est « un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés » <sup>20)</sup>. Ce site protégé est donc un site soumis à gestion pour lequel un ou des personnels seront en charge de sa gestion et/ou de sa protection. Les conditions à respecter pour un tournage sont définies et contrôlées par les gestionnaires de lieu.

---

<sup>20)</sup> <https://www.ofb.gouv.fr/la-strategie-nationale-pour-les-aires-protégees> - Cf. Annexe 1 de la Stratégie Nationale pour les Aires Protégées (SNAP)

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



### **Milieu non soumis à gestion**

Il s'agit d'un site qui n'a pas de statut légal spécifique de protection. Dans ce type de cas, reste l'obligation légale de respecter les réglementations nationale et locale (espèces protégées, loi sur l'eau, etc.), ainsi que les droits des propriétaires privés ou publics, étant rappelé qu'une production doit toujours obtenir les autorisations de propriétaires pour un tournage. À noter que dans certains milieux accessibles par d'autres usagers, les attentes de ces derniers devront être prises en considération et pourront rendre le site indisponible pour un tournage (par exemple, en périodes de pêche, de chasse, d'activités sportives de tout ordre, etc.). <sup>21)</sup>

### **Mutualisation des moyens de transport**

Dans le sens du document, la mutualisation du transport est une approche stratégique qui vise à mutualiser les moyens de transport à plusieurs membres de l'équipe technique et artistique (par exemple, le covoiturage).

### **Parties prenantes**

On entend par parties prenantes, toute personne ou société jouant un rôle dans la fabrication du projet. Cela inclut : les équipes techniques et artistiques, les prestataires, les fournisseurs, les équipes de production et les donneurs d'ordres.

### **Plan de travail**

Renvoie au planning prévisionnel du projet quel que soit le type de production (cinéma, audiovisuel ou publicité). Doivent apparaître *a minima* les horaires et les lieux de tournage.

### **Politique RSE**

La politique RSE d'une entreprise est la stratégie par laquelle les enjeux du développement durable sont intégrés dans son fonctionnement. Elle est rendue publique (par exemple, via un affichage clair sur leur site internet).

### **Prestataires**

Personne ou société qui fournit une prestation de services (par exemple, service de restauration).

### **Rationalisation des moyens de transport**

Dans le sens du document, la rationalisation implique de réfléchir aux moyens de transport les plus adaptés et de réduire au maximum le nombre de déplacements des équipes.

---

<sup>21)</sup> Source : guide pratique Ecoprod « [Tournages en milieux naturels](#) »



## RSE

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) également appelée responsabilité sociale des entreprises est définie par la [commission européenne](#) comme l'intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec les parties prenantes. La RSE c'est donc l'intégration des enjeux du développement durable dans les entreprises [...].

La norme [ISO 26000](#), standard international, définit le périmètre de la RSE autour de sept thématiques centrales :

1. la gouvernance de l'organisation
2. les droits de l'homme
3. les relations et conditions de travail
4. l'environnement
5. la loyauté des pratiques
6. les questions relatives aux consommateurs
7. les communautés et le développement local.

([economie.gouv](#))

## Rushes

Fichiers d'enregistrements bruts et non édités (image et son) capturés pendant le tournage, servant de matériau de base pour la création du projet.

## Sobriété numérique

Démarche qui consiste à concevoir des services numériques plus sobres et à modérer ses usages numériques quotidiens.

## Stockage

Conservation des données numériques (fichiers vidéo, audio, fichiers de post-production, effets spéciaux, rushes, éléments graphiques, etc.) sur des serveurs, disques durs externes ou solutions de stockage cloud permettant leur accessibilité et garantissant leur sécurité.

## Stratégie Nationale Bas Carbone ou SNBC

Introduite par la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV, 2015), la Stratégie Nationale Bas Carbone est la feuille de route de la France pour lutter contre le changement climatique. Elle donne des orientations pour mettre en œuvre, dans tous les secteurs d'activité, la transition vers une économie bas carbone, circulaire et durable. Elle définit une trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre jusqu'à 2050 et fixe des objectifs à court-moyen termes : les budgets carbone. Elle a deux ambitions : atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 et réduire l'empreinte carbone de la consommation des Français. ([ecologie.gouv](#)).

## Teraoctet (To)

Capacité de stockage correspondant à 1 000 Gigaoctets (Go) ou 10 octets.<sup>22)</sup>

---

<sup>22)</sup> Source : GreenIT.

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



**Vivant (le)**

Il s'agit d'une définition historiquement discutée en sciences et en philosophie. Il est cependant possible de dire que par opposition à ce qui est inanimé, inerte, <sup>23)</sup> ce terme désigne ce qui a les caractéristiques de la vie : ensemble des phénomènes énergétiques (assimilation, croissance, homéostasie, reproduction, etc.), évoluant de la naissance à la mort, que manifestent les organismes unicellulaires ou pluricellulaires. <sup>24)</sup> <sup>25)</sup> Il englobe ainsi l'ensemble des individus de toutes les espèces qui manifestent par leur organisation, ces caractéristiques.

**VFX (visual effects ou effets visuels en français)**

Ensemble des techniques numériques permettant de modifier et créer des images ou élément d'image, qui n'existent pas réellement ou qui seraient difficiles/coûteuses/dangereuses/impossibles à filmer dans la réalité, principalement effectuées en post-production, mais planifiées dès la pré-production. Les effets visuels sont à distinguer des effets spéciaux (SFX) (par exemple, explosions sur des tournages en prise de vue réelle).

**ZFE**

Une ZFE est une zone comportant des voies routières où la circulation des véhicules les plus polluants est restreinte, selon des modalités spécifiques définies par la collectivité. L'objectif est de réduire les émissions de polluants atmosphériques et d'améliorer la qualité de l'air locale, afin de réduire les impacts de la pollution sur la santé des habitants et autres usagers (étudiants, travailleurs, etc.) concernés par la ZFE. ([ecologie.gouv](https://ecologie.gouv.fr)).

---

<sup>23)</sup> <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/vivant/82299>

<sup>24)</sup> <https://www.cnrtl.fr/definition/vie>

<sup>25)</sup> <https://www.cnrtl.fr/definition/vivant>



## Corpus normatif, Bibliographie et Ressources

### GÉNÉRAL

- [L'Accord de Paris](#) et la [Stratégie Nationale Bas Carbone](#), Ministère de la Transition Écologique
- [Le Pacte Vert pour l'Europe](#), Commission Européenne
- [17 Objectifs de Développement Durable de l'ONU](#)
- [Directive CSRD](#) (Corporate Sustainability Reporting Directive) qui demande aux entreprises concernées d'appliquer dès 2024 des normes de reporting de durabilité stricte
- [ISO 26000](#) : La Responsabilité sociétale
- [ISO 20121](#) : L'événementiel pour un développement durable
- [Guide d'orientation et d'inspiration pour la transition écologique de la culture](#), 2023, Ministère de la Culture
- [Décarbonons la Culture!](#), 2021, rapport, The Shift Project
- [Guide de l'éco-production](#), Ecoprod
- [Guide l'Écran d'Après](#)

### CHAPITRE 1 – GOUVERNANCE RSE

- Mieux comprendre et choisir les méthodes de calcul de l'empreinte carbone de ses campagnes de communication, Union des marques
- Réduire l'empreinte carbone des campagnes de communication – 2023, Union des marques
- Outils de mesure carbone des projets :
  - [Carbon Clap d'Ecoprod](#)
  - [SeCO<sub>2</sub> de Flying Secoya](#)
  - [Outils homologués par le Centre National du Cinéma et de l'image animée](#)

### CHAPITRE 2 – ÉNERGIE ET MOBILITÉ

- [Fiches pratiques](#), Ecoprod
- [Étude Canal+ Workflows 2023 - Impact du groupe électrogène](#) (timecode player 00:20:00, Match TOP 14 présentée au Satis 2023)
- [Guide pour une mobilité quotidienne bas carbone, 2020](#), The Shift Project
- [Voyager bas carbone](#), rapport 2022, The Shift Project
- [Transports, les 5 leviers pour sortir de la dépendance au pétrole](#), Aurélien BIGO, Good Planet'Mag
- [Le Vrai du Faux : Avion](#), Vert
- [Les émissions de gaz à effet de serre des transports](#), Notre environnement.Gouv

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



## **CHAPITRE 3 – ACHATS RESPONSABLES, ALIMENTATION et GESTION DES DÉCHETS**

### **Achats respectueux de l'environnement**

- [ISO 20400](#) : Achats et risques fournisseurs
- [La loi de transition énergétique du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte](#)
- [La loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire](#) dite Loi AGECL (Anti-gaspillage pour une économie circulaire) pour :
  - Favoriser le recours à des pièces de rechange ou pièces détachées issues du réemploi
  - Mettre en place un indice de réparabilité de ses produits
  - Informer le consommateur de la disponibilité des pièces détachées à l'achat
  - Étendre la garantie légale de conformité en cas de réparation
  - Limiter son utilisation de produits en plastique à usage unique
  - Limiter la consommation de bouteilles d'eau en plastique et encourager la consommation d'eau en fontaine
  - Récupérer les emballages pour les produits achetés en magasin
  - Afficher le logo Triman sur ses produits
  - Afficher une information sur la quantité de données consommées par des équipements numériques (Fournisseurs d'accès et opérateurs mobiles)
  - Indiquer l'existence et la durée de la garantie légale de conformité
  - Donner ou recycler ses produits invendus
- La loi du 11 février 2016 dite LTECV (loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire) qui fixe des objectifs de lutte contre le gaspillage alimentaire pour les établissements de distribution et restauration et supprime l'usage de sacs plastiques à usage unique.
- [La loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets](#)
- [La circulaire du 10 novembre 2022 relative au plan de sobriété énergétique de l'État](#)

### **Achats et progrès social**

- [La loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire](#)
- [La loi du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre](#)
- [Pacte d'ambition pour l'insertion par l'activité économique](#), 2019
- [Pacte de croissance de l'économie sociale et solidaire](#), 2019
- [La loi du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte](#)



## Alimentation

- Loi Egalim : [La loi du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous](#)
- [rapport « Changement climatique et terres émergées »](#), le GIEC

## Déchets

- Textes juridiques : Cf. Annexe A
- [Article L541-1](#), code de l'environnement
- [Déchets : optimiser la gestion de vos déchets, Ademe](#)
- [Consigne de tri par localité](#), CITEO
- [Signalétiques](#), Ecoprod

## CHAPITRE 4 – SOBRIÉTÉ NUMÉRIQUE

### Textes internationaux

- The Evolution of Media Creation, A 10-year Vision for the Future of Media Production, Post and Creative Technologies, Movie Labs, 2019
- Content Security Best Practices (version 5.0), MPA (Motion Picture Association), 2022
- Interoperability in Media Creation, Enabling flexibility and efficiency through interoperable and composable software-defined workflows, Movie Labs, 2023

### Textes législatifs nationaux

- [Loi du 15 novembre 2021 visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France](#)
- [Loi AGECE relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire du 10 février 2020](#)

### Stratégies nationales portées par le Gouvernement

- Feuille de route sur l'environnement et le numérique
- Référentiel général d'écoconception de services numériques ([RGESN](#)), mené dans le cadre de la mission interministérielle numérique responsable et co-pilotée par la Direction interministérielle du numérique (DINUM), le Ministère de la Transition Écologique, l'ADEME et l'Institut du Numérique Responsable

### Normes AFNOR

- Normes ISO de démarche d'écoconception de service numérique :
  - ISO 14006 (systèmes de management environnemental)
  - ISO 14062 (management environnement, intégration des aspects environnementaux dans la conception et le développement de produit)
- AFNOR SPEC 2201 : Eco-conception des services numériques
- Les formats de fichiers normés sont :
  - [pour la conservation long terme : IMF application 4 \(Interopeable Mezzanine Format\)](#)
  - [pour la conservation pérenne : CPP - Cinema preservation package](#)

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



## Rapports

- En route vers la sobriété numérique, 2020, Ademe
- Évaluation de l'impact environnemental de la digitalisation des services culturels, 2022, Ademe
- Production virtuelle, étude sur son impact environnemental, synthèse, rapport Film Paris Region, 2022
- Étude Ademe-Arcep « Pour un numérique soutenable », 2023

## Chartes/guides

- Guide de l'animation éco-responsable, Ecoprod (cf. chapitre Infrastructure/Studio)
- Guide workflow, Ecoprod
- Synthèse Environnement & Climat, de nouveaux enjeux pour les acteurs de l'audiovisuel, Ecoprod en collaboration avec Workflowers
- Sustainable Production Certification, Quick start guide toolkit, Albert Calculator, Albert
- 74 bonnes pratiques clés pour un numérique plus responsable, 2022, référentiel GreenIT
- [Les recommandations techniques de la CST](#) :
  - Pour la sauvegarde à court terme et la conservation des rushes en cours de tournage et de postproduction : CST-RT-030
  - Pour la mise en œuvre technique du respect de l'obligation de l'exploitation suivie des œuvres : CST-RT-043 et ses annexes
  - Pour la conservation patrimoniale des œuvres : CST-RT-026

## CHAPITRE 5 – BIODIVERSITÉ ET BIEN-ÊTRE ANIMAL

### Textes internationaux

- La liste rouge des espèces menacées en France : <https://uicn.fr/liste-rouge-france/>
- L'accord mondial de Kunming-Montréal (COP15 sur la biodiversité), 2022

### Textes européens

- Directive « Habitat », 1992
- Directive-cadre sur l'eau, 2000
- Règlement européen CE 1/2005 : réglementation transport d'animaux vivants
- Directive-cadre « Stratégie pour le milieu marin », 2008
- Directives « Oiseaux », 2009
- Loi portant sur la restauration de la nature, 2023

### Textes législatifs nationaux

- Loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGITEXT000006068553>
- Loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, dite loi Montagne : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000317293/2020-11-24/>
- Loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, dite loi Littoral : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000317531/>





- Loi du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages, dite loi Paysage :  
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000541949>
- Loi du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques :  
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000649171>
- Loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages :  
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000033016237>

### **Textes réglementaires nationaux**

- Arrêté du 11 août 2006 fixant la liste des espèces, races ou variétés d'animaux domestiques :  
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000789087>

### **Stratégies nationales portées par le Gouvernement**

- Stratégie nationale relative aux espèces exotiques envahissantes, 2017  
[https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/17039\\_Strategie-nationale-especes-exotiques-invahissantes.pdf](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/17039_Strategie-nationale-especes-exotiques-invahissantes.pdf)
- Stratégie nationale biodiversité (SNB) 2022-2030 du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (MTECT)  
[https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/SNB\\_2030-Document%20chapeau.DEF\\_.pdf](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/SNB_2030-Document%20chapeau.DEF_.pdf)

### **Stratégies nationales portées par le Gouvernement**

- Stratégie nationale relative aux espèces exotiques envahissantes, 2017  
[https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/17039\\_Strategie-nationale-especes-exotiques-invahissantes.pdf](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/17039_Strategie-nationale-especes-exotiques-invahissantes.pdf)
- Stratégie nationale biodiversité (SNB) 2022-2030 du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (MTECT)  
[https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/SNB\\_2030-Document%20chapeau.DEF\\_.pdf](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/SNB_2030-Document%20chapeau.DEF_.pdf)

### **Codes**

- Code de l'environnement, articles L411-1 et R413-8 :  
[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000033035411](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000033035411)  
[https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article\\_lc/LEGIARTI000006837775/](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000006837775/)
- Code forestier
- Code rural et de la pêche maritime
- Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OMSA (Organisation Mondiale de la Santé Animale)
- Code pénal, articles 521-1 à 521-2, des sévices graves ou actes de cruauté envers les animaux :  
[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section\\_lc/LEGITEXT000006070719/LEGISCTA000006149860/2022-02-17/](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006070719/LEGISCTA000006149860/2022-02-17/)
- Code civil, article 1243, la responsabilité du fait des animaux :  
[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000032041553/2022-02-06](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000032041553/2022-02-06)
- Code de déontologie vétérinaire, par l'Ordre National des Vétérinaires  
<https://www.veterinaire.fr/system/files/files/2023-03/CNO%20VETOS%20-%20Code%20deontologie%20%20V1.pdf>

**AFNOR SPEC 2308 - Production cinématographique,  
audiovisuelle et publicitaire responsable**



## **Normes AFNOR**

- Biodiversité – Démarche biodiversité des organisations – Exigences et lignes directrices (NF X32-001)
- Biodiversité et génie écologique – Méthodologie de conduite de projet en faveur des écosystèmes (NF X10-900)
- Biodiversité et génie écologique – Démarche de conduite d'un état initial de la biodiversité dans le cadre d'un projet (NF X32-102)
- Biodiversité – Vocabulaire – Partie 1 : Termes généraux (ISO TS 13208-1)
- Biodiversité – Processus de conception et de mise en œuvre du gain net de biodiversité (ISO 17620)
- Biodiversité – Approche stratégique et opérationnelle pour les organisations — Exigence et lignes directrices (ISO 17298)
- En construction : Biodiversité – Mesure et suivi des impacts des organisations sur la biodiversité – État de l'art (PR FD X32-002)

## **Chartes/guides**

- Charte éthique du bien-être animal, Flying Secoya (cf. Annexe F)
- [Guide pratique « Tournages en milieux naturels »](#), Ecoprod, 2023
- The Planet Test, Albert
- [Guide de la communication responsable](#), Ademe, 2022

## **Articles/sites**

- [Conditions de présentation d'animaux dans le spectacle](#) - ARTCENA - Centre national des arts du cirque, de la rue et du théâtre
- [Où en est-on de la protection animale sur les tournages de films ?](#) Page 22 de « La semaine vétérinaire », N°1780, 12 octobre 2018, Corinne LESAINE
- [Tourner avec des animaux \(domestiques\) : le kit de survie](#), Laëtitia PELE
- [Abécédaire du tournage éthique avec des animaux](#), par Laëtitia PELE avec la contribution de Corinne LESAINE

## **Mémoires/thèses**

- [Travaux de Frédérique Sussfeld](#)
- [Travaux d'Anne-Caroline Prévot](#)
- [Mémoire, « Protection Animale : de la Science au Droit »](#) (DE PASD). La protection des animaux sur les tournages pour des productions cinématographiques et publicitaires en France. VetoAgro Sup. Ecole Nationale des Services Vétérinaires, par Corinne LESAINE



## CHAPITRE 6 – INCLUSION, PARITÉ ET QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

### Textes législatifs nationaux

- [OETH \(Obligation d'emploi des travailleurs handicapés\)](#): tout employeur de 20 salariés et plus doit employer des travailleurs handicapés, mutilés de guerre et assimilés à temps plein ou à temps partiel, dans une proportion de 6 % de l'effectif total
- [25 critères de discrimination interdits par la loi: Ministère éducation, jeunesse, sports, enseignement supérieur, recherche](#)

### Chartes/guides/annuaires

- [Bible 50/50](#)
- [Annuaire des expertes](#) : recensement d'expertes qui peuvent être interrogées dans le cadre d'un documentaire
- [Aides de droit commun](#), Agefiph
- [Recruter un travailleur handicapé : les clés pour réussir votre projet](#), Agefiph
- [Livre Blanc](#), Agefiph
- [GUIDE L.U.L.A : Base de connaissance](#) pour favoriser l'employabilité des personnes en situation de handicap développée par l'Observatoire des images avec l'aide du CNC dans le cadre de l'appel à projets Les Uns et les Autres
- [Charte déontologique de l'A.R.D.A](#), Association des responsables de distribution artistique
- [Observatoire de l'égalité femmes-hommes du CNC](#)
- [Movinmotion Talents : le recrutement dédié au secteur culturel](#)
- [Kourtrajmé | École Kourtrajmé \(ecolekourtrajme.com\)](#)